



Institut  
EGA

# RAPPORT

## LA POLITIQUE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DE LA RUSSIE DANS SON « ÉTRANGER PROCHE » DEPUIS LA GUERRE EN UKRAINE

PAR KARL HADDAD - DÉLÉGUÉ EURASIE  
INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE

SEPTEMBRE 2020

INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE

[www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



# AVERTISSEMENT

*La politique de défense et de sécurité de la Russie dans son « étranger proche » depuis la guerre en Ukraine*

L'Institut d'Études de Géopolitique Appliquée est un laboratoire d'idées français fondé en 2015 spécialisé sur les relations internationales. Il exerce des activités de recherche scientifique, de diffusion d'informations à l'échelle européenne et internationale et de formations.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut EGA, 2020

Couverture : © President of Russia

Comment citer cette publication :

Karl Haddad, *La politique de défense et de sécurité de la Russie dans son « étranger proche » depuis la guerre en Ukraine*, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, Paris, Septembre 2020

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée  
31 Rue de Poissy, 75005 Paris  
E-mail : [contact@institut-ega.org](mailto:contact@institut-ega.org)  
Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
État des lieux des relations entre la Russie et les ex-républiques soviétiques .....	3
La politique sécuritaire de la Russie dans son « étranger proche » .....	5
Pourquoi l’Ukraine plus que la Géorgie ?.....	6
<b>I – Un tournant considérable</b> .....	<b>11</b>
<b>A- Une méfiance grandissante vis-à-vis de Moscou ?</b> .....	<b>12</b>
Les cas kazakh, kirghiz et biélorusse .....	12
L’Arménie : quels enjeux, quelle révolution ? .....	14
L’Azerbaïdjan et la question du Haut-Karabagh .....	16
L’éternel dilemme moldave.....	18
La Géorgie .....	20
Le Tadjikistan .....	21
<b>B- L’irrésistible attirance de l’OTAN et de l’Union européenne</b> .....	<b>23</b>
Manœuvres de l’OTAN dans l’ « étranger proche » européen et caucasien .....	23
L’Union européenne et l’ « étranger proche » : sécurité économique, frontalière et <i>soft power</i> .....	27
L’OSCE .....	32
<b>C- La percée de nouveaux acteurs</b> .....	<b>35</b>
La percée chinoise en Asie centrale .....	35
La fascination turque.....	38
<b>II- Quelles limites à ce tournant</b> .....	<b>42</b>
<b>A- Une plus grande intégration eurasiatique</b> .....	<b>42</b>
L’Organisation du traité de sécurité collective : l’OTAN russe ? .....	42
L’Organisation de coopération de Shanghai : le géant régional .....	45
L’Union économique eurasiatique .....	47
<b>B- Un renforcement de l’influence sécuritaire russe</b> .....	<b>49</b>
Un marché de l’armement quasi-exclusif.....	49
La mer Caspienne : triomphe de la politique sécuritaire russe ? .....	53
Russie – Biélorussie : une projection de puissance.....	55

Les territoires séparatistes : un levier considérable face à l'OTAN .....	57
<b>C- Quelles expansions ? .....</b>	<b>60</b>
La Serbie : petit frère slave ? .....	60
La Mongolie : un voisin méconnu .....	63
L'Iran.....	65
<b>Conclusion .....</b>	<b>67</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>I</b>

## Introduction

« Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui souhaite son retour n'a pas de tête ». Cette déclaration phare du président russe Vladimir Poutine illustre sa nostalgie pour ce qui fut sa patrie, au sommet de son apogée économique, politique et militaire. Après presque 70 ans d'existence, l'URSS s'est effondrée en 1991, donnant naissance à quinze États désormais indépendants avec des politiques nationales intérieures et extérieures très hétérogènes : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie (ou Bélarus), la Moldavie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. La Fédération de Russie prend alors seule la succession de l'ex-Union soviétique au sein des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (ci-après « ONU ») - où elle hérite le siège de membre permanent au Conseil de sécurité<sup>1</sup> ainsi que, à elle seule, de l'arsenal nucléaire soviétique avec la dénucléarisation du Kazakhstan<sup>2</sup> et de l'Ukraine<sup>3</sup>.

### ***État des lieux des relations entre la Russie et les ex-républiques soviétiques***

La déclaration du Président russe pose cependant beaucoup de questions quant à l'approche de la Russie vis-à-vis des ex-républiques soviétiques, ce que Moscou appelle communément son « étranger proche ». Cette terminaison désigne une zone d'importance stratégique capitale pour la Russie, car Moscou y tient une influence considérable, y partage une histoire et un passé commun et la zone se géolocalise en grande partie sur la périphérie directe de la Russie. La sécurité des frontières, le commerce et la distribution des ressources énergétiques (gazoducs, routes, *etc.*) sont liés à ces pays qui constituent une zone « tampon » entre la Russie et les autres grands acteurs internationaux.

C'est donc un espace géostratégique incontournable pour Moscou à différents niveaux, particulièrement le niveau sécuritaire. Si l'approche de la Russie vis-à-vis de l'« étranger proche » était ambiguë lors de l'effondrement de l'URSS, l'ex-ministre des Affaires étrangères

---

<sup>1</sup> Konrad G. Bühler, « State Succession and Membership in International Organizations: Legal Theories Versus Political Pragmatism », *Legal Aspects of International Organization Series*, Vol 38, Leyde : Martinus Nijhoff Publishers, 2001, pp. 161-164.

<sup>2</sup> « Le Kazakhstan a cessé d'être un Etat nucléaire », *Libération*, 3 juin 1995. Accessible sur : [https://www.liberation.fr/planete/1995/06/03/le-kazakhstan-a-cesse-d-etre-un-etat-nucleaire\\_135728](https://www.liberation.fr/planete/1995/06/03/le-kazakhstan-a-cesse-d-etre-un-etat-nucleaire_135728)

<sup>3</sup> Mémoire de Budapest, 1994. Il garantit la sécurité territoriale de l'Ukraine en contrepartie du déstockage de son arsenal nucléaire.

Evgueny Primakov<sup>4</sup> (de 1996 à 1998) en fera la zone de priorité pour la politique étrangère russe<sup>5</sup> dès son entrée en fonctions.

Cet espace est cependant très hétérogène et les pays concernés se répartissent dans trois espaces géographiques, à savoir l'Europe de l'Est (Biélorussie, Ukraine, Moldavie), le Caucase méridional (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie) et l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan et Tadjikistan). Les pays baltes n'ont pas hésité, à leur indépendance, à se tourner clairement et totalement vers l'intégration euro-atlantiste, refusant tout lien géopolitique avec la Russie. Vilnius, Tallinn et Riga ont intégré l'Union européenne et l'OTAN en 2004<sup>6</sup>, marquant la première percée occidentale dans l'espace postsoviétique. Les États baltes seront donc traités sous le prisme des institutions euro-atlantistes dans ce rapport, plutôt que sous la bannière de l'« étranger proche ».

Moscou partage des relations inégales avec les pays issus de l'effondrement de l'URSS. Plusieurs initiatives ont été conçues, principalement dans les années 1990, pour maintenir un lien entre les nouveaux États, initiatives en grande partie poussées par les pays d'Asie centrale. Nous pouvons citer la Communauté des États indépendants (CEI)<sup>7</sup> ralliant les ex-républiques soviétiques mis-à-part les pays baltes, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)<sup>8</sup> et, plus récemment, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>9</sup> ainsi que l'Union économique eurasiatique (UEEA)<sup>10</sup>. Entre tentatives de coopération et volonté d'intégration politique, économique et sécuritaire, ces différents projets ne sont pas toujours à la hauteur de leurs ambitions, les intérêts des pays membres étant souvent opposés. La neutralité permanente du Turkménistan et les changements de position politique de l'Ouzbékistan sont eux aussi des éléments clés qui seront abordés dans ce rapport.

---

<sup>4</sup> Ancien membre du KGB, il fut aussi Premier ministre de 1998 à 1999. Sa politique étrangère s'opposait à l'ultra-libéralisme post-soviétique en faveur d'une focalisation sur les intérêts de la Russie.

<sup>5</sup> Pilha Bernier, « Yevgeny Primakov's Operational Code and Russian Foreign Policy », University of Tampere – Faculty of Management, août 2018, p. 21.

<sup>6</sup> « Seven new members join NATO », *North Atlantic Treaty Organization*, Bruxelles, 29 mars 2004. Accessible sur : <https://www.nato.int/docu/update/2004/03-march/e0329a.htm>

<sup>7</sup> « Commonwealth of Independent States », *Encyclopedia of Russian History*, 2004. Accessible sur : <https://www.encyclopedia.com/social-sciences-and-law/political-science-and-government/international-organizations/commonwealth-independent-states>

<sup>8</sup> Organisation entrée en vigueur en 2002 regroupant la Russie, le Bélarus, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Elle a pour objectif la défense commune entre les pays membres.

<sup>9</sup> Organisation créée en 1996 regroupant principalement la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et les quatre pays d'Asie centrale (excluant le Turkménistan). Elle a pour fonction la coopération globale entre les pays membres et la sécurité de leurs frontières.

<sup>10</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, elle marque la création d'une union économique entre les pays membres, à savoir : La Russie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Arménie.

Les pays de l' « étranger proche » sont, pour la plupart, régis par des régimes autoritaires. Leurs dirigeants ne sont pas restés indifférents à la révolution de Maïdan<sup>11</sup> (s'inscrivant dans une lignée de révolutions pro-occidentales en ex-URSS<sup>12</sup>) et à l'attitude de leur partenaire russe dans la gestion de ce conflit. La crise ukrainienne constitue donc un dilemme quant à l'attitude que doivent tenir ces pays envers Moscou.

### ***La politique sécuritaire de la Russie dans son « étranger proche »***

Margarete Klein, dans son article « *Russia's Military Policy in the Post-Soviet Space* »<sup>13</sup> définit en trois objectifs la politique de défense et de sécurité russe dans l'espace post-soviétique.

Dans un premier temps, la Russie cherche à écarter les menaces externes, objectif principal de l'OTSC. Ensuite, elle cherche à maintenir sa suprématie régionale, gardant sa place de partenaire principal des pays de la région, en faisant d'elle par conséquent une zone d'influence quasi-exclusive. Enfin, Moscou cherche à limiter la percée de nouveaux acteurs dans la région, tels que la Chine, mais surtout l'OTAN, le rival historique de l'Union soviétique.

Cette prise de position rappelle l'idée de parité stratégique en œuvre pendant la guerre froide. La Russie de Vladimir Poutine peut alors se justifier d'être un acteur international incontournable, un moyen de redorer le blason du pays depuis la chute de l'URSS et les traumatismes liés aux crises des années 1990<sup>14</sup>.

Si l'accession des pays baltes à l'OTAN et l'Union européenne a irrité la Russie, c'est la guerre de Géorgie de 2008 qui rappelle que Moscou est prête à utiliser la force pour préserver ses intérêts et aboutir à ses objectifs. La guerre en Ukraine de 2014 marquera cependant un cap supérieur, tant pour les occidentaux que pour les partenaires traditionnels de la Russie dans l' « étranger proche ».

---

<sup>11</sup> Série d'émeutes ukrainiennes entre novembre 2013 et février 2014 pour un rapprochement avec l'Occident. Elles chassèrent le président Viktor Yanoukovitch du pouvoir à Kiev, ouvrant la voie à l'annexion de la Crimée par la Russie et l'éruption des conflits dans l'Est de l'Ukraine.

<sup>12</sup> La révolution des roses en Géorgie en 2003, la révolution des tulipes en 2005 au Kirghizstan et la révolution orange en Ukraine en 2004-2005.

<sup>13</sup> Margarete Klein, « *Russia's Military Policy in the Post-Soviet Space* », *German Institute for International and Security Affairs*, 2019.

<sup>14</sup> Arnaud Dubien, « Russie : l'éternel « retour de la puissance pauvre » ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 103, Armand Colin, 2016.

### ***Pourquoi l'Ukraine plus que la Géorgie ?***

Si depuis 1991 la Russie a tenté de faire de cette zone sa priorité géostratégique, de nombreux événements ont conduit Moscou à revoir sa stratégie régionale, l'un des plus importants étant la guerre en Ukraine de 2014.

L'implosion de l'URSS a donné naissance à une palette de conflits sur l'ensemble de l'étranger proche qui ont perduré tout au long des trois décennies postsoviétiques. Ces conflits sont en grande partie restés gelés : des impasses géopolitiques donnent un rôle de médiateur incontournable pour la Russie, tels que les conflits du Haut-Karabagh ou de la Transnistrie.

Taras Kuzio dans « *Euromaidan revolution, Crimea and Russia–Ukraine war: why it is time for a review of Ukrainian–Russian studies* »<sup>15</sup> (p. 3) tente de dresser un portrait équilibré de la crise ukrainienne en opposition à ce qu'il considère comme une presse scientifique mettant trop en valeur la position russe par opposition à la position ukrainienne. Il mentionne les conflits de Moldavie<sup>16</sup> et de Géorgie<sup>17</sup> comme s'inscrivant dans la lignée de la guerre en Ukraine et avance la théorie d'un désir d'hégémonie de la Russie sur ses voisins plutôt qu'une réaction de Moscou face à une expansion trop large des ambitions de l'Occident (p. 4).

De plus, il compare les nationalismes russes et ukrainiens par rapport au conflit dans le Donbass, en insistant aussi sur les actions pro-russes de l'ex-président Viktor Yanoukovitch (p. 6). À travers ce raisonnement, T. Kuzio cherche à relativiser la responsabilité du conflit. L'article remet en question les relations russo-ukrainiennes et la notion d'une « guerre civile » dans le Donbass (p. 11), voyant le conflit comme une agression russe contre son voisin, à l'instar de la guerre en Géorgie de 2008<sup>18</sup> dans le but d'empêcher ces deux pays d'intégrer l'OTAN.

Cependant, de grandes différences existent entre ces deux conflits et leurs répercussions. Tout d'abord, Tbilissi n'exerçait *de facto* plus aucun contrôle sur les territoires séparatistes de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie depuis la période de conflits dans le pays (guerre de 1991-1992 pour l'Abkhazie et guerre de 1992-1993 pour l'Ossétie du sud). *A contrario*, Kiev a

---

<sup>15</sup> Taras Kuzio, « *Euromaidan revolution, Crimea and Russia–Ukraine war: why it is time for a review of Ukrainian–Russian studies* », *Eurasian Geography and Economics*, 2019.

<sup>16</sup> Guerre de 1992 entre populations russophones et roumanophones résultant en la création de la république autoproclamée de Transnistrie au détriment de la Moldavie.

<sup>17</sup> Guerre d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie résultant en une victoire nette de la Russie et la reconnaissance par celle-ci de l'indépendance des républiques autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du sud, au détriment de la Géorgie.

<sup>18</sup> David Matsaberidze, « *Russia vs. EU/US through Georgia and Ukraine* », *The Quarterly Journal*, vol. 14, N°2, 2015, p. 80-81.

toujours maintenu sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire depuis son indépendance. La Crimée et Sébastopol disposaient certes d'un statut particulier et de liens plus étroits avec la Russie (base militaire de la Mer noire, statut privilégié de la langue russe), mais l'Ukraine contrôlait effectivement son territoire.

Les accords de cessez-le-feu en Géorgie dans les années 1990, parrainés par l'ONU, se sont accompagnés d'un déploiement de troupes de maintien de la paix russes sur les deux républiques séparatistes. Si le motif du président Saakachvili d'exercer la souveraineté de son pays sur l'ensemble du territoire est tout à fait compréhensible, son attaque unilatérale en août 2008<sup>19</sup> était en violation des accords de cessez-le-feu précédemment signés. La mort de soldats russes lors de cette offensive a résulté en une contre-offensive (disproportionnée) de Moscou, la première sur un territoire étranger depuis la guerre d'Afghanistan de 1979-1989. Cette version des faits a été reconnue valide dans un rapport de l'Union européenne en 2009, accusant les deux parties de violation du droit international<sup>20</sup>. La victoire incontestable de la Russie en cinq jours en a résulté en sa reconnaissance unilatérale de l'indépendance des républiques séparatistes. Mis-à-part des critiques de la communauté internationale, la Russie n'a pas été touchée par de réelles sanctions.

La crise ukrainienne est très différente. Ses origines sont historiquement liées à la division inter-ukrainienne, entre un Est plus proche de la Russie et un Ouest plus proche de l'Occident. Cette division se manifesta lors de la révolution pro-occidentale de 2004-2005, dite « révolution orange », qui compliqua pendant un moment les relations entre Kiev et Moscou. La crise de Maïdan de 2013 en résulte directement. En décembre 2013, après une décision de Kiev de changer sa direction européenne en faveur d'un plus grand rapprochement avec Moscou<sup>21</sup>, une foule d'Ukrainiens manifesta contre le pouvoir de l'ex-Président Yanoukovitch. La situation dérapa en un bain de sang le 20 février 2014<sup>22</sup>. La révolte fit fuir le président vers la Russie, tandis que des divisions se créèrent au sein du pays, avec les régions russophones du Sud et de l'Est s'opposant aux nouvelles autorités au pouvoir. Moscou a par ailleurs été accusée par la

---

<sup>19</sup> Shawn Walker, « Georgia launches offensive in South Ossetia », *The Independent*, 8 août 2008. Accessible sur : <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/georgia-launches-offensive-in-south-ossetia-888287.html>

<sup>20</sup> « Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia », *Conseil européen*, Bruxelles, Septembre 2009. Accessible sur : [http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/30\\_09\\_09\\_iiffmgc\\_report.pdf](http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/30_09_09_iiffmgc_report.pdf)

<sup>21</sup> Laura Smith-Spark, Marie-Louise Gumuchian et Diana Magnay, « Putin, Yanukovich promise closer economic ties amid Ukraine protests », *CNN*, 23 janvier 2014. Accessible sur : <https://edition.cnn.com/2013/12/17/world/europe/ukraine-protests/index.html>

<sup>22</sup> Ivan Katchanovski, « The 'Snipers' Massacre' on the Maidan in Ukraine », *SSRN Electronic Journal*, 2015, p. 9.

communauté internationale d'agiter les tensions en aidant politiquement et matériellement les rebelles dans la région du Donbass, déstabilisant le pouvoir à Kiev.

Malgré un référendum (jamais reconnu par l'Ukraine ou la communauté internationale), l'incorporation de la Crimée au sein de la Fédération de Russie en Mars 2014 constitue une annexion contraire au droit international. La réaction des démocraties occidentales a été ferme et des sanctions croissantes ont été prises contre Moscou. Elles se sont renforcées lors du début des affrontements dans le Donbass à l'Est de l'Ukraine entre l'armée et les rebelles séparatistes pro-russes. La guerre en Ukraine a montré que la Russie était capable d'ingérence unilatérale contre un gouvernement jugé hostile dans un autre pays.

De plus, si la Russie était directement intervenue en 2008 en Géorgie, la présence russe en Ukraine (mis-à-part la Crimée qui avait déjà des soldats russes sur place) ne s'est pas faite de façon officielle, montrant que Moscou cherche par là à se déresponsabiliser des actions des forces rebelles.

Enfin, la proximité entre la Russie et l'Ukraine est différente de celle entre la Russie et la Géorgie. Les trois pays sont certes à majorité chrétiens orthodoxes, mais la Géorgie a une civilisation et une culture très différente, caucasienne et montagnarde. Les russes et ukrainiens partagent une longue histoire commune, leurs cultures sont similaires et sont tous deux slaves. Les mariages mixtes y sont d'ailleurs très fréquents entre les deux peuples. La Russie voit toujours en Ukraine le berceau de sa civilisation (la Rus' de Kiev<sup>23</sup>). Enfin, les deux pays ont entretenu des liens étroits depuis la fin de l'URSS. La guerre en Ukraine se voit comme un réel déchirement, au point où même les alliés de Moscou commencent à s'en méfier. Pour beaucoup, la guerre en Ukraine marque l'émergence d'une nouvelle « guerre froide ». L'étude de la politique sécuritaire de Moscou par rapport à son étranger proche devient de plus en plus cruciale pour décrypter ce contexte.

L'objectif principal de notre étude, à caractère descriptif et analytique, sera de mettre en lumière la politique sécuritaire de la Russie dans son étranger proche à travers le prisme de la guerre en Ukraine. Ceci nous mène donc à nous demander dans quelle mesure la guerre en Ukraine a-t-elle marqué un tournant dans la politique de sécurité de la Russie dans son étranger proche ?

---

<sup>23</sup> État médiéval slave qui avait pour capitale Kiev jusqu'à sa chute en 1240 sous les Mongols. La Russie, le Bélarus et l'Ukraine se revendiquent de cet État.

Afin de répondre à cette problématique, nous tenterons dans un premier temps d'évaluer le tournant de la guerre en Ukraine sur la politique de sécurité russe par la méfiance grandissante de l' « étranger proche » vis-à-vis de Moscou, l'irrésistible attirance de l'OTAN et de l'Union européenne et leur expansion dans cet espace géostratégique ainsi que la percée de nouveaux acteurs dans la région qui risquent de nuire aux ambitions russes, tels que la Chine. Dans un deuxième temps, ce rapport se concentrera sur la présentation des limites de ce tournant en se focalisant sur les mécanismes de renforcement de l'intégration eurasiatique en matière de défense et de sécurité, le renforcement de l'influence sécuritaire russe et les visées d'adhésion de nouveaux membres.

**Dans quelle mesure la guerre en Ukraine constitue-t-elle un tournant dans la politique de sécurité de la Russie dans son étranger proche ?**

## **I. La guerre en Ukraine – Un tournant considérable dans la politique de sécurité de la Russie dans son « étranger proche »**

### **A) Une méfiance grandissante vis-à-vis de Moscou ?**

La crise en Ukraine marque un tournant capital pour Moscou dans sa politique de sécurité dans l' « étranger proche ». Il se caractérise de différentes manières, la plus flagrante d'entre elles étant la méfiance grandissante des ex-républiques soviétiques à l'égard de la Russie. Cette méfiance se traduit par la remise en question de la notion d' « amitié » ( дружба / droujba en russe) entre Moscou et les États en question.

Le texte d'Andrea Chandler intitulé « Какая это дружба / What kind of friendship is this? Russia's "Crimean Syndrome" »<sup>24</sup> explore cet aspect de la méfiance vis-à-vis de Moscou à travers le cas ukrainien. D'après elle, la notion d'amitié a été l'approche principale de la Russie par rapport aux républiques de l'ex-URSS : elle se traduit par la signature de traités ou de déclarations officielles d'amitié entre Moscou et ces pays, parmi lesquels l'Ukraine (1997)<sup>25</sup>, la Moldavie (2001)<sup>26</sup>, le Kazakhstan (1998)<sup>27</sup>, l'Arménie (1997), le Kirghizstan (2000)<sup>28</sup>, la Biélorussie (1995) ou encore le Tadjikistan (1993). Ces documents ont permis à la Russie d'entretenir des liens étroits et à niveau officiel avec les nouveaux États, ainsi que de maintenir ces derniers dans son orbite. Chandler affirme qu'il n'y avait aucune justification pour la Russie d'intervenir en Ukraine en 2014 sinon le fait que le changement de régime après la révolution de Maïdan était perçu par Moscou comme lui étant « hostile ». La notion d'amitié est donc liée au régime politique au pouvoir et non-plus aux traités (p. 6, 17).

L'Ukraine n'avait pas d'alliance proprement dite avec la Russie (p. 5), Kiev ne faisant pas partie de l'OTSC. L'auteur affirme donc que tout prétexte d'intervention russe était injustifiable au regard du droit international et ne correspondait qu'à une volonté de la Russie de sécuriser ses intérêts : la base maritime de Sébastopol (p. 12, 13). La situation fait blocage de toute adhésion de l'Ukraine à l'OTAN sous fait accompli de *casus belli* avec le Kremlin.

---

<sup>24</sup> Andrea Chandler, « Какая Это Дружба /What Kind of Friendship Is This? », *European Security*, vol. 27, N°2, 2018, pp. 201-223.

<sup>25</sup> Expiré en 2019 et non-renouvelé par les autorités ukrainiennes.

<sup>26</sup> « Contract between Russia and Moldova on friendship and cooperation », *CEI*, 19 novembre 2001. Accessible sur : <http://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=4095>

<sup>27</sup> « 20th anniversary of Declaration on Eternal Friendship and Alliance between Kazakhstan and Russia », *Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan*, 9 juillet 2018. Accessible sur : <http://mfa.gov.kz/en/content-view/20-let-podpisaniu-deklaracii-mezdu-kazahstanom-i-rossiej-o-vecnoj-druzbe-i-souznicestve>

<sup>28</sup> « Declaration on eternal friendship, alliance and partnership between Kyrgyzstan and Russia », *Commonwealth of Independent States*, 27 juillet 2000. Accessible sur : <http://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=4985>

Malgré un référendum, l'annexion de la Crimée s'est faite sans le consentement de l'Ukraine, un acte que Chandler qualifie d'« irrédentisme » (p. 5). Il est à noter que le mémorandum de Budapest évoqué dans l'introduction de ce rapport affirme le rôle de la Russie comme garante de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En entravant ces accords, l'image de Moscou comme partenaire et allié fiable se ternit (p. 17) à l'égard de la communauté internationale. L'Ukraine perçoit les actions de la Russie comme une trahison. Le viol de ces traités (et par conséquent de la « droujba » russo-ukrainienne) n'est donc pas resté indifférent aux autres pays ex-soviétiques, en particulier des alliés officiels de la Russie tels que le Kazakhstan et la Biélorussie.

### ***Les cas kazakh, kirghiz et biélorusse***

Les enjeux sécuritaires que présente la guerre en Ukraine dans l'« étranger proche » affectent particulièrement Minsk, Bichkek et Noursoultan (anciennement Astana) : les trois sont vus comme les alliés les plus proches de Moscou dans leur zone géographique respective (le Bélarus pour l'Europe de l'Est, le Kazakhstan et le Kirghizstan pour l'Asie centrale).

Or avec la crise ukrainienne, ces trois pays se trouvent confrontés à un dilemme : rester proches de Moscou tout en s'assurant d'éviter un scénario ukrainien dans leur pays. Ce dernier se manifeste en Biélorussie par la dépendance économique et sécuritaire quasi-totale de Minsk par rapport à la Russie (ainsi qu'une intégration légitimée par un traité d'Union politique des deux États daté de 1999<sup>29</sup>). Pour Noursoultan, c'est la présence d'une importante minorité russe (près de 20% de la population<sup>30</sup>) particulièrement dans le Nord du pays qui pourrait faire craindre une intervention russe au Kazakhstan si cette dernière se sentait un jour menacée (au même titre que les populations russophones de la Crimée et de l'Est de l'Ukraine). Bichkek demeure plus réservé par sa relative faiblesse régionale et sa trop petite proportion de russes au sein de sa population.

Si jusqu'à aujourd'hui aucun des trois pays n'a brisé son alliance avec Moscou, il est clair que les processus d'intégration régionaux et les relations diplomatiques avec la Russie ont été frappés. Des mesures symboliques de distance avec la Russie et le passé soviétique ont pu être visibles, comme au Kazakhstan qui décréta un changement d'alphabet pour la langue kazakhe

---

<sup>29</sup> Andrius Žulys, « Towards a Union State of Russia and Belarus », *Lithuanian Foreign Policy Review*, N° 15-16, *Foreign Policy Research Center*, 2005, pp. 148-169.

<sup>30</sup> CIA World Factbook – Kazakhstan. Accessible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/kz.html>

du cyrillique au latin en 2017<sup>31</sup>. Le Bélarus, quant à lui, a entrepris une politique de libéralisation des visas pour les citoyens européens, ce qui posa de sérieux problèmes de frontières avec la Russie sachant que les deux pays disposaient d'un espace douanier commun et d'une politique de visa commune. Minsk a par ailleurs encouragé, dans une certaine mesure, les changements de références culturelles, valorisant l'identité biélorusse et suscitant un renforcement de l'opposition anti-Moscou, comme le souligne Anna Matveeva dans son article « *Russia's Power Projection after the Ukraine Crisis* »<sup>32</sup> (p. 15). Elle rappelle la présence de volontaires biélorusses aux côtés des manifestants du Maïdan et contre les rebelles au Donbass, une potentielle menace future pour la Russie dans le cas d'une révolution de couleur Biélorusse.

Pour les questions de sécurité et de défense, ni le Kazakhstan, ni le Bélarus ont accepté d'envoyer des troupes en Syrie, témoignant d'une volonté indépendante de Minsk et de Noursoultan de ne pas s'aligner complètement avec Moscou dans ses actions militaires. Ce refus de déploiement a aussi été partagé par le Kirghizstan. L'alliance militaire entre ces pays se trouve alors confrontée à de sérieux problèmes de solidarité. Dans ce cadre, le Président biélorusse Alexandre Loukachenko a insisté sur le fait que ses soldats ne seraient pas déployés dans des conflits n'impliquant pas directement son pays. Le Kazakhstan a indiqué que ses troupes ne seraient déployées que sous mandat de l'ONU<sup>33</sup>, en accord avec sa politique « multi-vectorielle » qui vise à partager des relations équitables avec ses différents partenaires.

À ce jour, la Biélorussie refuse encore l'installation d'une base aérienne russe sur son territoire malgré l'accord d'un espace aérien commun en matière de défense. Le Kirghizstan est encore en hésitation quant à l'ouverture d'une seconde base russe<sup>34</sup> dans la région d'Och<sup>35</sup>. La situation en Ukraine semble être un facteur important de cette hésitation, comme le présente le texte d'Alena Vieira et Syuzanna Vasilyan intitulé « *Armenia and Belarus: caught between the EU's and Russia's conditionalities?*<sup>36</sup> » :

---

<sup>31</sup> Alda Engoian, « Le Kazakhstan opte pour l'alphabet latin », *Courrier international*, 27 octobre 2017. Accessible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/le-kazakhstan-opte-pour-lalphabet-latin>

<sup>32</sup> Anna Matveeva, « Russia's Power Projection after the Ukraine Crisis », *Europe – Asia Studies*, 27 juin 2018.

<sup>33</sup> « Kazakhstan denies it's in talks to send troops to Syria », *Reuters*, 23 juin 2017. Accessible sur : <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-kazakhstan/kazakhstan-denies-its-in-talks-to-send-troops-to-syria-idUSKBN19E011>

<sup>34</sup> Actuellement, la Russie ne dispose que d'une seule base militaire (aérienne) au Kirghizstan, à Kant.

<sup>35</sup> « Central Asia May Host New Russian Military Base », *Warsaw Institute*, 6 février 2019. Accessible sur : <https://warsawinstitute.org/central-asia-may-host-new-russian-military-base/>

<sup>36</sup> Alena Vieira et Syuzanna Vasilyan, « Armenia and Belarus: caught between the EU's and Russia's conditionalities? », *European Politics and Society*, vol. 19, N°4, 8 août 2018.

*« An additional factor facilitating the rapprochement between Minsk and Brussels has been the position assumed by the Belarusian leadership on the Ukraine crisis (Busygina, 2018), which included divergence from the official Moscow narrative, demonstrating a pro-Ukrainian orientation (Vieira, 2015), as well as Belarus' investment and engagement in the peace negotiation process. » (p. 12).*

Pour le Kirghizstan, considéré comme la seule « démocratie » d'Asie centrale, le gouvernement demeure proche de Moscou, mais la corruption et la situation désastreuse de l'économie du pays ont déjà donné lieu à deux révolutions<sup>37</sup> par le passé (en 2005 et 2010), ayant chassé le chef d'État au pouvoir dans les deux cas. Des troubles politiques menacent toujours le pays, plus récemment les affrontements<sup>38</sup> entre les forces spéciales kirghizes et les partisans de l'ex-Président Almazbek Atambaïev lors de son arrestation pour corruption en août 2019.

Aucun des trois pays n'a reconnu la légitimité de l'annexion de la Crimée par Moscou, malgré leurs liens étroits et parfois contraignants avec la Russie.

### ***L'Arménie : quels enjeux, quelle révolution ?***

Le texte d'Alena Vieira et Syuzanna Vasilyan fait une étude comparée des cas Biélorusse et Arménien quant à la position de ces derniers vis-à-vis de l'Union européenne et de la Russie. Le Partenariat oriental de l'Union européenne garantit des tendances d'influence croissantes qui pourraient, à moyen et long terme, faire dévier les États postsoviétiques de l'orbite de Moscou. Il s'applique à l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan et deux pays considérés comme « pro-russes », à savoir l'Arménie et le Bélarus. Comme susmentionné, ces deux pays font partie de l'Union économique eurasiatique et de l'OTSC. L'Arménie est un enjeu majeur pour la Russie dans la mesure où elle est le seul pays du Caucase du Sud à être son allié, les relations avec l'Azerbaïdjan étant inégales et celles avec la Géorgie étant hostiles. La Russie dispose aussi d'une base militaire dans le pays et y entretient un rôle de médiateur dans le conflit du Haut-Karabagh avec Bakou.

Cependant, les liens qu'entretiennent les alliés d'Erevan avec son rival sont une source de préoccupation. Géographiquement isolée de la Russie et entourée de pays hostiles

---

<sup>37</sup> La « révolution des tulipes » de 2005 ayant chassé le Président Askar Akaïev du pouvoir, et celle de 2010 ayant chassé Kourmanbek Bakiev. Les deux leaders étaient considérés comme « pro-russes ».

<sup>38</sup> Marion Biremon, « Kirghizstan : l'ex-président Almazbek Atambaïev détenu, les affrontements entre partisans et policiers continuent », *Novastan*, 8 août 2019. Accessible sur : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/kirghizstan-lex-president-almazbek-atambaiev-detenu-les-affrontements-entre-partisans-et-policiers-continuent/>

(l'Azerbaïdjan mais aussi la puissante Turquie, membre de l'OTAN), l'Arménie demeure dans une incompréhension quant à la vente d'équipements militaires de ses alliés de l'OTSC à Bakou qui n'en n'est pas membre. Bien encore, elle représente une menace pour elle, membre de l'alliance. Ce point est particulièrement exprimé par Anahit Shirinyan<sup>39</sup>, qui décrit l'appartenance de l'Arménie à l'OTSC comme une alliance d' « inconvenance » pour créer une sorte de garantie de sécurité. D'après Shirinyan, l'organisation n'est pas un déterrent efficace et l'Arménie présenterait le risque d'entraîner l'OTSC dans un conflit qui n'engendreraient que plus d'insécurité régionale :

*« But the irony is that while the CSTO is trying to avoid getting involved in the Armenian-Azerbaijani conflict, its dysfunctionality might still drag it into the ongoing Nagorny Karabakh dispute. Though that dispute falls outside the CSTO's purview, its failure to act as a deterrent against recurring violence along Armenia–Azerbaijan border adds to the negative dynamics around the conflict and increases the overall insecurity of the region ».*

Il semble donc que le *statu quo* soit la meilleure solution pour l'OTSC, mais cela au détriment de l'Arménie.

Avec des problèmes sociopolitiques créant de régulières manifestations en Arménie, la présence de la Russie à travers sa base militaire de Gyumri et ses quasis pleins-pouvoirs dans les secteurs énergétiques (Vieira et Vasilyan, p. 8), du transport ou des télécommunications ont fait de Moscou une cible pour des activistes d'opposition (p. 8). La révolution arménienne de 2018, communément appelé « révolution de velours » à l'instar de la « révolution des roses » de 2003 en Géorgie, a beaucoup de similitudes avec celle de Maïdan. De nature politique, elle visait à chasser Serge Sarkissian du pouvoir. Ce dernier, Président du pays de 2008 à 2018, pris le poste de Premier ministre en avril 2018. Ses pouvoirs avaient été renforcés depuis des changements constitutionnels en 2015. Avec Sarkissian trop longtemps au pouvoir et une situation socio-économique difficile pour Erevan, le député d'opposition Nikol Pachinian lança les

---

<sup>39</sup> Anahit Shirinyan, « For Armenia, an Alliance That May Be More Trouble Than It's Worth », *Chatham House*, 24 janvier 2017. Accessible sur : <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/armenia-alliance-may-be-more-trouble-it-s-worth>

manifestations qui firent démissionner le Premier ministre nouvellement élu onze jours plus tard, toujours en avril 2018<sup>40</sup>.

Mais contrairement à Maïdan, la révolution s'est faite de manière pacifique et rapide, évitant ainsi un bain de sang qui aurait pu contraindre l'Occident à prendre des mesures similaires à celles prises en Ukraine en 2014. La proximité de Sarkissian avec Moscou est à prendre en considération sachant que, sous son mandat, Erevan a accédé à l'Union économique eurasiatique<sup>41</sup>, se détournant du chemin d'intégration euro-atlantique. L'ascension de Pashinian comme Premier ministre<sup>42</sup> le 8 mai 2018 n'a pas en elle-même ternie les relations avec Moscou<sup>43</sup>. Un basculement de l'orientation politique de l'Arménie aurait été désastreux pour la Russie, qui risquait de perdre un allié stratégique dans le Caucase méridional.

La situation semble s'être calmée dans le pays, mais il faudra encore attendre afin de voir les réels changements issus de la révolution arménienne : si Erevan n'a pas changé son orientation politique, la puissance de l'opposition populaire est un risque stratégique très important pour Moscou. Cette menace pourrait évidemment ressurgir si les problèmes internes du pays persistent avec une insatisfaction de la population par rapport à la classe politique au pouvoir.

### ***L'Azerbaïdjan et la question du Haut-Karabagh***

Bien que n'étant pas un allié officiel de la Russie, l'Azerbaïdjan demeure un partenaire important. Moscou est un médiateur du processus de négociation pour la résolution du conflit gelé du Haut-Karabagh, région à majorité arménienne officiellement dans les frontières de l'Azerbaïdjan mais *de facto* indépendante. Le groupe de Minsk (Russie, France, États-Unis) est l'organe de référence en termes de résolution du conflit depuis le cessez-le-feu de 1994. Mais la Russie, par sa présence régionale et son passé commun, fait figure de balance entre les deux camps. La reconnaissance par la Russie de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en 2008 a fort inquiété la gouvernance azérie par rapport à son intégrité territoriale, lui forçant la main à

---

<sup>40</sup> « Serge Sarkissian démissionne après sa ruse "à la Poutine" qui a mis des milliers d'Arméniens dans la rue », *Huffington Post*, 23 avril 2018. Accessible sur : [https://www.huffingtonpost.fr/2018/04/23/serge-sarkissian-demissionne-apres-sa-ruse-a-la-poutine-qui-a-mis-des-milliers-darmeniens-dans-la-rue\\_a\\_23417947/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/04/23/serge-sarkissian-demissionne-apres-sa-ruse-a-la-poutine-qui-a-mis-des-milliers-darmeniens-dans-la-rue_a_23417947/)

<sup>41</sup> « Eurasian Economic Union », *Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie*. Accessible sur : <https://www.mfa.am/en/international-organisations/6>

<sup>42</sup> « Armenia protest leader Pashinyan wins PM vote », *BBC*, 8 mai 2018. Accessible sur : <https://www.bbc.com/news/world-europe-44037727>

<sup>43</sup> Denis Pinchuk et Andrew Osborn, « New Armenian PM tells Putin he wants closer ties with Russia », *Reuters*, 14 mai 2018. Accessible sur : <https://www.reuters.com/article/us-russia-armenia-putin-pashinyan/new-armenian-pm-tells-putin-he-wants-closer-ties-with-russia-idUSKCN1IF1A3>

négocié plus en profondeur avec Moscou à partir de 2008<sup>44</sup>. Cependant, les actions de ce dernier en Ukraine en 2014 ont sonné l'alarme.

Bakou partage des relations inégales avec Moscou, en grande partie en raison de l'alliance avec l'Arménie. Même si le pays refuse d'entrer dans un bloc politique, économique ou militaire particulier (mis-à-part la CEI) il a adopté une politique d'équilibre dans ses relations avec la Russie et le reste du monde. Le texte « *Azerbaijan's foreign policy towards Russia since independence: compromise achieved*<sup>45</sup> » d'Anar Valiyev et Narmina Mamishova définit en partie cet équilibre par les échecs des deux premiers présidents du pays : Ayaz Moutalibov (pro-russe) et Aboufaz Eltchibey (nationaliste) avaient tous deux échoué dans leur tentative de résoudre le conflit du Haut-Karabagh et ont été chassés du pouvoir (p. 2). Pour pallier à cette impasse, l'Azerbaïdjan a entamé depuis 1993 une politique de relations pragmatiques avec la Russie, à savoir un équilibre entre le maintien de l'indépendance et les intérêts politiques et économiques du pays et le fait de pas intégrer les organisations politico-militaires occidentales telles que l'Union européenne et l'OTAN. C'est une politique que Valiyev et Mamishova qualifient de « finlandisation » (p. 3), limitant les risques et sécurisant les intérêts stratégiques :

*« In presenting this argument, we claim that Azerbaijan's strategic hedging foreign policy towards Russia has enabled the former to possess as much flexibility as possible in handling security uncertainties associated with Russia's influence in the region, whilst at the same time preserving the rhetoric of cooperation and engagement to maximize the benefits from the bilateral relations »*<sup>46</sup>.

Les abondantes ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan ont par ailleurs renforcé son indépendance ainsi que sa position de neutralité et d'indépendance par rapport à la Russie et l'Occident, formalisant une émancipation par rapport à Moscou. Cette puissance énergétique se matérialise par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan<sup>47</sup> qui, par ailleurs, détache la Géorgie de la dépendance énergétique envers la Russie.

La guerre en Ukraine a cependant réanimé le danger pour l'Azerbaïdjan par rapport à son intégrité territoriale et son différend avec l'Arménie, alliée de Moscou. En 2014, Bakou avait voté en faveur d'une résolution des Nations unies condamnant les événements en Ukraine,

---

<sup>44</sup> Zaur Shiriyevev, « Azerbaijan's Relations with Russia - Closer by Default? », *Chatham House*, Mars 2019.

<sup>45</sup> Anar Valiyev et Narmina Mamishova, « Azerbaijan's Foreign Policy towards Russia since Independence », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2019.

<sup>46</sup> *Ibid.*, 3.

<sup>47</sup> En activité depuis 2005.

dénonçant implicitement l'agression de la Russie (p. 18). L'escalade des hostilités au Haut-Karabagh en 2016 a concrétisé cette crainte, mais aussi la préparation militaire de l'Azerbaïdjan. Moscou a toujours tenté de créer une parité dans le conflit, restant neutre et armant les deux camps, mais faisant payer Bakou – compensant l'infériorité stratégique et l'incapacité économique d'Erevan (Vieira et Vasilyan p. 9). Toutes les initiatives russes de résolution du conflit ont été un échec, mais le soutien implicite de Moscou aux forces arméniennes est perçu comme une trahison par Bakou. Le 11 juin 2017, l'Azerbaïdjan avait accusé Moscou d'avoir ses troupes sur la région frontalière irano-azérie occupée par les rebelles du Haut-Karabagh<sup>48</sup>. La montée de l'intensité des affrontements sporadiques entre les deux camps est donc une réelle menace sécuritaire pour la région et la méfiance vis-à-vis de Moscou ne fait que de grandir en Azerbaïdjan (Shiriyev p. 14), évènement renforcé par la fermeture spontanée en Russie de l'agence locale de la diaspora azérie<sup>49</sup> le 15 mai 2017 par les autorités du pays.

La position délicate et pragmatique de Bakou l'empêche de s'aligner ouvertement contre la Russie, mais sa puissance énergétique, le double-jeu du Kremlin et la guerre en Ukraine ont enflammés les désirs d'éloignement azéri de Moscou et la crainte par rapport à l'intégrité territoriale du pays.

### ***L'éternel dilemme moldave***

La Moldavie est un pays politiquement et territorialement déchiré. Victime d'une guerre civile en 1992 dans la région de Transnistrie, le pays peut être divisé en trois entités : la région sous contrôle effectif du gouvernement de Chisinau, formant la plus grande partie du pays et roumanophone, la région autonome de Gagaouzie, petite et majoritairement gagaouze (peuple turcique de religion orthodoxe) et la Transnistrie (*de facto* la république moldave du Dniestr), région russophone se situant sur la frontière ukrainienne et n'étant plus sous le contrôle effectif de la Moldavie depuis la guerre.

Comme pour la Crimée et le Donbass, la population de la Transnistrie craignait une menace de la part du gouvernement Moldave par une volonté de ce dernier de rejoindre la Roumanie. La courte guerre divisa profondément le pays même sur le plan politique : la Russie et l'Ukraine sont garants de la stabilité et du cessez-le-feu entre les deux camps et la Russie maintient une

---

<sup>48</sup> Alman Mir Ismail, « Why the Sharp Downturn in Russian-Azerbaijani Relations? », *CACI Analyst*, 14 juillet 2017.

<sup>49</sup> *Ibid.*

présence militaire dans le territoire disputé pour garantir sa sécurité. Mais depuis son appartenance au Partenariat oriental de l'Union européenne, la Moldavie s'ouvre de plus en plus aux avances euro-atlantiques. La guerre en Ukraine a renforcé la division politique du pays entre un Président pro-russe (Igor Dondon) et un gouvernement pro-européen. Avec ces tensions politiques toujours d'actualité, la guerre en Ukraine a ressuscité la crainte de Chisinau de voir perdre à jamais le contrôle sur son territoire, voire même apparaître des contestations séparatistes gagaouzes, un gage pour Moscou pour éviter l'intégration du pays à l'Union européenne et à l'OTAN - de même nature qu'en Azerbaïdjan, en Géorgie ou en Ukraine.

Le pays souffre de crises politiques majeures et de luttes de pouvoir internes entre les camps euro-atlantistes et les modérés en coalition avec les socialistes pro-russes (camp du Président actuel Igor Dondon). Avec une sortie de crise en faveur de la coalition, la Première ministre Maia Sandu nouvellement élue<sup>50</sup> a confirmé l'orientation euro-atlantiste de son pays tout en évitant de froisser la Russie. Elle a évoqué l'incohérence de la coalition lors de son discours :

*« This is not a natural alliance. There is no question about it, and probably half a year ago nobody would have said that this could happen ».*

Son prédécesseur euro-atlantiste Pavel Filip avait ouvertement exprimé son désir de voir la 14<sup>ème</sup> armée russe quitter la Transnistrie, volonté exprimée aussi par l'ONU<sup>51</sup>. Le transit *via* l'Ukraine pose cependant un problème pour des raisons évidentes et la situation se trouve à nouveau dans une impasse : pour la Transnistrie *de facto* indépendante, une réintégration dans une Moldavie euro-atlantiste serait inacceptable ; pour l'autre camp, la Transnistrie peut être perçue comme une deuxième Crimée et la 14<sup>ème</sup> armée russe comme une force d'occupation.

La crise ukrainienne a donc bien marqué un pivot vers l'Occident au détriment de la Russie, même si le gouvernement maintient vouloir normaliser ses relations avec le Kremlin pour garantir une solution au problème séparatiste. La situation semble donc similaire à celle de l'Azerbaïdjan. Cependant, la Moldavie, enclavée, se situe entre la Roumanie (membre de l'Union européenne et de l'OTAN) et l'Ukraine, ouvertement hostile à Moscou. Chisinau est

---

<sup>50</sup> Patrick Kingsley, « Moldova Had Two Governments. One Has Finally Resigned. », *The New York Times*, 14 juin 2019.

Accessible sur : <https://www.nytimes.com/2019/06/14/world/europe/moldova-new-government.html>

<sup>51</sup> « Prime Minister of Moldova calls for withdrawal of Russian troops from Transnistria », *TASS*, 18 février 2018. Accessible sur : <https://tass.com/world/990587>

donc dans un dilemme quant à la sortie de son impasse, un dilemme reflété par sa gouvernance politique.

### ***La Géorgie***

Les perspectives euro-atlantistes de Tbilissi sont aujourd'hui indiscutables, particulièrement depuis la guerre de 2008 et la défaite incontestable de la Géorgie face à l'armée russe. Aucune relation diplomatique n'existe aujourd'hui entre les deux voisins. Moscou reconnaît par ailleurs l'indépendance des républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et maintient des troupes, ce que Tbilissi considère officiellement comme une occupation.

Ce point est à accentuer, car si la situation en Géorgie peut paraître similaire à celle en Ukraine, ce n'est techniquement pas le cas. Davit Chikvaïdze<sup>52</sup>, diplomate et chercheur géorgien, décrit plus en détails la complexité de la situation actuelle entre Moscou et Tbilissi :

*« Dans le cas de l'Ukraine, le Donbass, les soit-disantes républiques populaires de Louhansk et de Donetsk ne sont pas encore reconnues par la Fédération de Russie. Dans un premier temps, la Russie les considère encore comme faisant partie de l'Ukraine. Dans un deuxième temps, la Crimée a été annexée par la Fédération de Russie, elle n'a pas été reconnue comme un État indépendant comme pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Donc quelle est la différence ? La différence est que dans la perspective de Moscou, la Crimée fait partie intégrante de la Russie [...] Dans notre cas [celui de la Géorgie], elle a des ambassades à Sokhoumi<sup>53</sup> et à Tskhinvali<sup>54</sup>, mais elle n'a pas d'ambassades à Simferopol<sup>55</sup>, à Louhansk ou à Donetsk. Si nous reprenons nos relations diplomatiques avec la Fédération de Russie, cela voudrait dire que nous acceptons la présence de ses ambassades [à Sokhoumi et à Tskhinvali] ; et donc, qu'indirectement, nous reconnaissons l'indépendance de nos régions séparatistes. C'est la raison pour laquelle Tbilissi ne peut prendre aucune initiative de restauration des relations diplomatiques avec la Russie tant que celle-ci n'a pas au minimum révoqué ses reconnaissances d'indépendance des régions occupées ».*

---

<sup>52</sup> Propos tirés d'un entretien personnel le 17 août 2019.

<sup>53</sup> « Capitale » de l'Abkhazie.

<sup>54</sup> « Capitale » de l'Ossétie du Sud.

<sup>55</sup> « Capitale » de la Crimée.

Malgré tout, si les deux pays ne partagent plus de relations officielles depuis le conflit, il est important de mentionner que toute solution au problème territorial de la Géorgie, sa priorité politique, ne peut se résoudre qu'avec la présence de Moscou dans le processus de négociations. Le premier évènement « officiel » impliquant la Russie et la Géorgie au Parlement de Tbilissi lors de l'Assemblée interparlementaire orthodoxe (religion partagée par la majorité des russes et des géorgiens), rassemblant des parlementaires de l'ensemble des pays à majorité orthodoxe, a eu lieu en juin 2019 au Parlement géorgien. Il fut présidé par un député du parti communiste russe, Sergueï Gavrilov, lequel est accusé d'avoir soutenu la reconnaissance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. En résultat, un tollé politique. Des milliers de manifestants se sont rendus dans les rues de la capitale géorgienne pour dénoncer la présence au sein du Parlement du député russe, poussant à la démission le président de l'institution<sup>56</sup>. La Russie a riposté en interdisant les vols entre la Russie et la Géorgie, portant un coup dur au tourisme du pays caucasien, l'une de ses principales sources de revenu : le Premier ministre géorgien Mamouka Bakhtadze a affirmé que l'industrie du tourisme de son pays avait perdu 60 millions de dollars en juillet en raison de la riposte russe<sup>57</sup>.

Onze ans après la courte guerre de 2008 et compte-tenu de la situation actuelle, il est possible d'affirmer que toute initiative pro-russe de la part du gouvernement géorgien serait un suicide politique<sup>58</sup>. Tbilissi ne peut donc que prendre la voie de l'intégration euro-atlantiste, la distançant continuellement davantage de Moscou. Pour Tbilissi, la guerre en Ukraine a d'autant plus justifié son opposition à la politique étrangère du Kremlin.

### ***Le Tadjikistan***

Le Tadjikistan est le plus pauvre pays issu de l'ex-URSS. Une géographie très montagneuse, un manque de ressources naturelles et des problèmes politico-religieux sont autant de facteurs expliquant sa difficile situation. De 1992 à 1997, le pays a vécu une violente guerre civile inspirée par le radicalisme islamiste contre le pouvoir des élites communistes de l'époque.

Ce sont ces derniers qui sont sortis vainqueurs du conflit avec l'aide de la Russie. Le Président de l'époque, Emomaliï Rahmon, est toujours à la tête du pays aujourd'hui et le gouverne d'une

---

<sup>56</sup> Veronika Dorman, « Géorgie : Tbilissi s'embrace », *Libération*, 21 juin 2019. Accessible sur : [https://www.liberation.fr/planete/2019/06/21/georgie-tbilissi-s-embrace\\_1735355](https://www.liberation.fr/planete/2019/06/21/georgie-tbilissi-s-embrace_1735355)

<sup>57</sup> « Georgia's tourism industry lost \$60 mln due to decline in Russian tourists in July », *TASS*, 12 août 2019. Accessible sur : <https://tass.com/world/1073092>

<sup>58</sup> Amy Mackinnon, « No Political Force in Georgia Can Be Pro-Russian and Win Elections », *Foreign Policy*, 28 juillet 2019. Accessible sur : <https://foreignpolicy.com/2019/07/28/no-political-force-in-georgia-can-be-pro-russian-and-win-elections-tbilisi-protests-moscow-view-from-there/>

main de fer. Le texte « *Political stability, transition and conflict: Tajikistan compared with Georgia*<sup>59</sup> » de Babak Rezvani comparant la situation en Géorgie et au Tadjikistan depuis leur indépendance (comparables par leurs géographies, leurs populations et leurs conflits) met bien en avant ce fait :

*« In Tajikistan, factions from the former communist elite succeeded in consolidating and eventually monopolizing, to a rather high degree, political, cultural social and economic power, whereas in Georgia the former communists were briefly deposed from power to be replaced again by noncommunist reformers after a decade »* (p. 3).

En termes de défense et de sécurité, le pays est un allié inconditionnel de Moscou et fait partie de l'OTSC. Il y accueille aussi un contingent militaire russe à la frontière avec l'Afghanistan, une grande menace pour l'Asie centrale. Mais le refus de l'UEEA d'intégrer Douchanbé en son sein et la situation actuelle du pays le poussent ces dernières années vers une ouverture à d'autres influences, comme celles de la Turquie ou de l'Iran (p. 11). Selon B. Razvani, le rôle de l'islam est lui aussi pris en considération dans la construction du discours national et dans le maintien de l'ordre politique du pays, pouvant donner à la Russie une image de colonisateur (p. 10).

Mais le grand tournant qui pourrait détacher petit à petit le Tadjikistan de l'influence sécuritaire russe est la présence d'installations militaires chinoises sur le territoire du pays.

Nous pouvons donc observer que la guerre en Ukraine a été un tournant dans la politique de sécurité de la Russie dans son « étranger proche » qui cherche à garder l'ensemble de ces pays dans son orbite pour y exercer son influence. Cela donne lieu à une méfiance grandissante par rapport au Kremlin à des niveaux variés dans l'ensemble des pays ex-soviétiques et particulièrement en termes de sécurité et de défense. Intéressons-nous désormais aux acteurs attractifs tirant profit de cette situation, en commençant par la progression de l'influence euro-atlantiste dans cet espace.

---

<sup>59</sup> Babak Rezvani, « Political Stability, Transition and Conflict » *Middle Eastern Studies*, 2018.

## **B) L'irrésistible attirance de l'OTAN et de l'Union européenne**

Pour la Russie, la percée euro-atlantiste dans son « étranger proche » constitue l'une de ses plus grandes menaces sécuritaires. Trois pays de l'ex-URSS, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ont déjà intégré l'Union européenne et l'OTAN depuis 2004. Les conséquences sont importantes : l'alliance est aux portes de la Russie et l'enclave baltique de Kaliningrad est encerclée par la Pologne et la Lituanie, tous les deux membres.

Pour l'OTAN et l'Union européenne, la Russie représente elle-aussi une menace majeure, rendant les rapports avec le Kremlin très tendus. Certains membres tels que les pays baltes ou la Pologne perçoivent même Moscou comme leur plus grande menace<sup>60</sup>, les scénarios ukrainiens et géorgiens à l'appui et la présence au sein de leur population d'une grande minorité russe<sup>61</sup>.

Les processus d'intégration des deux organisations sont généralement parallèles, l'Union européenne offrant une « sécurité économique » et une appartenance purement européenne, tandis que l'OTAN offre une « sécurité » militaire au sein de l'alliance la plus puissante du monde. Pour Moscou, ces deux facteurs sont en opposition directe avec sa politique sécuritaire régionale dans son « étranger proche ».

Si l'ensemble des pays de l'ex-URSS (à part les pays baltes déjà membres de l'OTAN et de l'Union européenne) fait partie du Partenariat pour la paix (1994) et du Conseil de partenariat euro-atlantique (1997)<sup>62</sup>, nous nous consacrerons surtout sur l'Europe de l'Est et sur le Caucase du Sud, les deux régions étant directement affectées par la proximité avec l'Europe. L'Asie centrale sera abordée pour les programmes de l'Union européenne directement en lien avec la sécurité régionale.

### ***Manœuvres de l'OTAN dans l' « étranger proche » européen et caucasien***

L'hostilité russe par rapport à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) fait allusion à la guerre froide. Moscou se sent « trahie » par la rupture d'une promesse que lui avaient faite les États-Unis à l'aube de la réunification allemande, promesse en vertu de laquelle l'alliance ne s'étendrait plus à l'Est. La parité stratégique entre la Russie et l'Occident est par

---

<sup>60</sup> « Secret services of Sweden and Estonia: Russia is the biggest threat », *Baltic Monitor*, *Warsaw Institute*, 24 mars 2019. Accessible sur : <https://warsawinstitute.org/secret-services-sweden-estonia-russia-biggest-threat/>

<sup>61</sup> « Ethnic Russians in the Baltics », *Worldview*, *Stratfor*. Accessible sur : <https://worldview.stratfor.com/article/ethnic-russians-baltics>

<sup>62</sup> Tous deux visant à créer des liens entre l'OTAN et les pays non-membres se situant à sa proximité orientale.

conséquent de plus en plus en faveur de l'Occident. L'OTAN voit sa poussée orientale comme une démocratisation et libéralisation des pays concernés, cherchant à se libérer de l'héritage et de l'hégémonie russo-soviétique. Le cas ukrainien a été très important pour l'organisation dans la mesure où il a relancé le débat sur sa raison d'être dans le contexte géostratégique d'aujourd'hui. Simon Duke et Carmen Gebhard<sup>63</sup> définissent ce rôle actuel :

*« As part of a comprehensive re-make and demonstration of its continued relevance, NATO attempted a transformation from classic military alliance into an organisation with broader political ambitions, adding to its role of security guarantor for Europe the one of “democracy promoter” and “global interventionist” and thereby converging somewhat with EU efforts to develop its own comprehensive security and foreign policy profile »* (p. 380).

L'OTAN a donc aujourd'hui vocation à s'étendre géographiquement au détriment des ambitions russes et de la volonté de Moscou de maintenir une parité stratégique.

Le texte « *NATO : the challenges ahead* » de Jamie Shea<sup>64</sup> définit les menaces de l'organisation, la Russie étant l'une des plus importantes. L'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass ont montré à l'OTAN que le Kremlin était prêt à recourir à la force pour protéger ses intérêts, en l'occurrence maintenir la Crimée et Sébastopol sous contrôle russe et empêcher toute adhésion de l'Ukraine à l'alliance par la guerre hybride à l'Est (p. 2). Ce propos est partagé par Duke et Gebhard, lesquels précisent que l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass sont une réponse à une initiative occidentale de faire de l'Ukraine un bastion allié à la frontière russe (p. 383).

En Géorgie, en Ukraine et en Moldavie, l'OTAN a eu pour manœuvre principale d'accentuer son aide sécuritaire, particulièrement dans l'objectif de lutte contre la guerre hybride (Shea, p. 6). Ces mesures ont été concrétisées par le sommet de l'OTAN à Newport (pays de Galles) de 2014 qui ont enraciné un soutien plus poussé en Ukraine et en Géorgie. Parmi les solutions, l'on note le « *Plan d'action rapide* » (p. 3) pour matérialiser les capacités de l'OTAN et rassurer les membres ainsi que leurs partenaires. De plus, un décret du Sénat américain de 2014 nommé le « *Russian Aggression Prevention Act* »<sup>65</sup> a donné le plus haut statut attribuable à un État non-

---

<sup>63</sup> Simon Duke et Carmen Gebhard, « The EU and NATO's dilemmas with Russia and the prospects for deconfliction », *European Security*, vol. 26, N°3, 2017, pp. 379-397.

<sup>64</sup> Jamie Shea, « NATO: the challenges ahead », *Global Affairs*, vol. 1, N°2, 2015, pp. 121-128.

<sup>65</sup> « S.2277 - Russian Aggression Prevention Act of 2014 », Congrès américain, 2014. Accessible sur : <https://www.congress.gov/bill/113th-congress/senate-bill/2277>

membre de l'alliance à l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie. Ce décret accorde à Kiev, Tbilissi et Chisinau des transferts d'équipements et de services de défense de la part de l'organisation. Il stipule par ailleurs le renforcement des forces otaniennes dans les pays baltes et le déploiement du système de Défense antimissile, très contesté par Moscou (Duke et Gebhard, p. 384).

L'échiquier géostratégique actuel est donc un jeu d'offensive – défensive entre les deux protagonistes que sont la Russie et l'OTAN. Mais tel qu'observé sur la base des informations précédentes, la situation semble être de plus en plus en faveur de l'OTAN, avec une Russie perdant progressivement de l'influence et des atouts dans ces trois pays. La proximité d'un pays comme la Géorgie avec l'OTAN se manifeste par la décision de Tbilissi de déployer des troupes en Irak et en Afghanistan alors que le pays ne fait même pas partie de l'alliance. La confiance sécuritaire que représente l'OTAN est aussi l'objet d'un important « soft-power », celui d'être la plus grande et la plus puissante alliance militaire au monde.

Le « soft-power » otanien est très employé en Moldavie, comme le décrit Ryan Kennedy dans « *The limits of soft balancing: the frozen conflict in Transnistria and the challenge to EU and NATO strategy* »<sup>66</sup>. Pour contrebalancer l'influence russe, pourtant présente militairement en Transnistrie depuis 1992, l'alliance a utilisé une stratégie de « *soft balancing* » (p. 513). Ce concept vise à créer une parité stratégique avec l'influence russe dans le pays dans le but de le séduire graduellement aux valeurs et orientations politiques de l'Occident. D'après cette logique, une aide létale serait plus nuisible qu'efficace :

*« This rules out aggressive measures to resolve the conflict, which might, in turn, result in still greater instability or risk a fracture in relations with Russia »* (p. 513).

L'OTAN est consciente de l'importance de la présence russe dans le pays, malgré les demandes de retrait des troupes russes de la région séparatiste. L'organisation ne se mêlant pas directement de la résolution du conflit, elle a tout intérêt à détacher Chisinau de la sphère d'influence russe, particulièrement depuis les actions russes en Crimée qui menacent l'intégrité territoriale du pays. Pour ce faire, l'alliance a prévu quatre objectifs stratégiques (p. 521) : prévenir le retour des affrontements, mettre un terme au trafic illégal en Transnistrie, promouvoir la démocratie et avoir un pays ami à la frontière de l'alliance.

---

<sup>66</sup> Ryan Kennedy, « The limits of soft balancing: the frozen conflict in Transnistria and the challenge to EU and NATO strategy », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, N°3, 2016, pp. 512-537.

La position privilégiée de Chisinau après le sommet de Newport et l'orientation géopolitique du pays depuis les dernières élections sont un signe de la réussite partielle des objectifs euro-atlantiens. Malgré son désir de normaliser ses relations avec Moscou, la Moldavie est dans une optique d'intégration euro-atlantiste, concrétisée, comme pour la Géorgie, dans son déploiement de troupes dans le cadre de missions de l'OTAN comme la KFOR au Kosovo (p. 519).

Dans le Caucase méridional, l'OTAN est perçue en Géorgie comme une garantie contre une agression russe similaire à celle de 2008. La crise ukrainienne a donc été un justificatif supplémentaire pour Tbilissi afin de réaffirmer ses engagements auprès de l'organisation. La complexité régionale évite cependant une absorption régionale par l'organisation : l'article « *Joining the club : explaining alliance preferences in the South Caucasus* »<sup>67</sup> explique ceci par une différence de perception des menaces selon les pays : la Russie pour la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie pour l'Arménie. L'Azerbaïdjan est un pays officiellement neutre, comme expliqué précédemment, mais il se doit d'entretenir des relations avec l'organisation<sup>68</sup> de par sa proximité avec la Turquie et la Géorgie voisines, mais aussi par une émancipation de l'influence russe et iranienne.

Le Plan d'action pour l'adhésion (MAP/Membership Action Plan<sup>69</sup>) est la clé de voute otanienne dans les pays de l'« étranger proche » mentionnés. Il représente l'étape supérieure avant leur intégration au sein de l'organisation, comme cela a été le cas pour l'ensemble des nouveaux membres, le dernier en date étant le Monténégro en 2017. À ce jour, Tbilissi et Kiev sont dans la phase de Dialogue intensifié. Mais la guerre au Donbass et l'annexion de la Crimée ont catalysé la rapidité du processus.

La position de l'OTAN comme acteur de sécurité dans les pays de l'« étranger proche » pro-occidentaux est aujourd'hui indiscutable, montrant un réel tournant depuis la guerre en Ukraine dans la politique de sécurité de la Russie. Moscou semble avoir perdu la plus grande partie de l'Ukraine au profit de son rival et sa perte d'influence est de plus en plus visible en Moldavie, la Géorgie lui étant hostile depuis 2008. Les ambitions expansionnistes de l'OTAN sont claires, comme l'a souligné le Secrétaire général de l'organisation Jen Stoltenberg en affirmant que

---

<sup>67</sup> Namig Abbasov et David Siroky, « *Joining the club: explaining alliance preferences in the South Caucasus* », *Caucasus Survey*, vol. 6, N°3, 2018, pp. 252-267.

<sup>68</sup> « *Relations with Azerbaijan* », *North Atlantic Treaty Organization*, 26 octobre 2018. Accessible sur : [https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics\\_49111.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49111.htm)

<sup>69</sup> « *Membership Action Plan (MAP)* », *North Atlantic Treaty Organization*, 18 février 2019. Accessible sur : [https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics\\_37356.htm](https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_37356.htm)

« Les 29 alliés ont clairement indiqué que la Géorgie deviendrait un membre de l'OTAN [...]. Nous allons continuer de travailler ensemble pour préparer l'adhésion de la Géorgie à l'Otan »<sup>70</sup> lors d'exercices militaires otaniens dans le pays en mars 2019. Il a par ailleurs souligné qu'il était intolérable que le Kremlin « puisse décider qui peut être membre [de l'OTAN] »<sup>71</sup>, insistant sur la souveraineté de la Géorgie.

### ***L'Union européenne et l' « étranger proche » : sécurité économique, frontalière et soft power***

Duke et Gebhard évoquent un point important dans l'attitude russe vis-à-vis de l'Union européenne. Cette dernière avait une vision pan-européenne après la guerre froide, mais elle n'intéressait pas les pays occidentaux qui voyaient en la Russie un pays vaincu et sans réelle légitimité dans son initiative. Tout comme pour l'OTAN, cette position de faiblesse de Moscou l'a conduit à percevoir toute poussée de l'Union européenne comme une intrusion dans sa « zone d'influence » (p. 388).

Bien que le volet sécuritaire de l'Union européenne ne soit pas très approfondi dans les pays de l'ex-URSS, le soft power de l'Union et son expansion orientale doivent être évoqués et mis en lien avec la politique de sécurité de la Russie.

Les révolutions de Géorgie et d'Ukraine avaient toutes en leur nature un projet d'orientation européen. Comme mentionné ci-avant, les processus d'intégration de l'OTAN et de l'Union européenne ont pour la plupart été parallèles depuis la fin de la guerre froide. L'Union européenne, par sa puissance sur le marché, peut garantir une forme de sécurité économique et maintient une aspiration à la démocratie et à la liberté face à l'influence russe trop tintée du passé communiste et des ambitions militaires du Kremlin observées lors des crises en Ukraine ou en Géorgie. La révolution de Maïdan, par exemple, est souvent appelée « Euromaïdan », signe de l'importante influence des idéaux européens sur l'orientation politique des manifestants. Le même constat peut être dressé à propos de la Géorgie, où le drapeau européen est visible dans les espaces publics alors que le pays ne fait pas partie de l'Union.

---

<sup>70</sup> « La Géorgie va rejoindre l'Otan (Stoltenberg) », *Le Figaro*, 25 mai 2019. Accessible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-georgie-va-rejoindre-l-otan-stoltenberg-20190325>

<sup>71</sup> *Ibid.*

L'instrument principal de l'Union européenne dans sa Politique européenne de Voisinage<sup>72</sup> est le Partenariat oriental. Ce dernier est défini par Laure Delcour<sup>73</sup> comme complétant et consolidant « l'offre européenne en proposant 'd'accélérer l'association politique et l'intégration économique' (Conseil de l'Union européenne, 2009, 1) des pays d'Europe orientale et du Caucase du sud. L'harmonisation d'une partie de la législation de ces pays avec l'acquis communautaire et les réformes administratives que ce processus implique deviennent, avec la signature d'accords d'association, juridiquement contraignants »<sup>74</sup>.

D'après cette définition, nous pouvons affirmer que le but ultime de ce partenariat est de voir les pays concernés intégrer l'organisation. Le Partenariat oriental concerne la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, mais les relations sont inégales selon les pays.

Comme nous l'avons vu précédemment, deux de ces pays sont des alliés économiques, politiques et militaires de la Russie : le Bélarus et l'Arménie.

Minsk a longtemps été sanctionnée par l'Union européenne, jusqu'en 2016. Le pays est par ailleurs régulièrement qualifié de « dernière dictature en Europe ». Mis-à-part la libéralisation du système de visas pour les citoyens européens, la Biélorussie ne s'est pas rapprochée de façon considérable de l'Union européenne. La guerre en Ukraine l'a poussée à devenir un foyer diplomatique pour la résolution du conflit<sup>75</sup>, recréant des liens avec l'Europe.

En revanche, Erevan a un caractère particulier dans la mesure où elle a signé en Novembre 2017 un Accord de partenariat complet et renforcé avec l'Union européenne (Vieira et Vasilyan, p. 2), dans le cadre du Partenariat oriental, ce que n'a pas fait la Biélorussie. La puissante diaspora arménienne aux États-Unis et en France a grandement influencé la politique gouvernementale d'Erevan (p. 7) qui cherchait à satisfaire l'ensemble des diasporas arméniennes, incluant celles de la Russie et du Proche-Orient. Cette volonté politique a donc rapproché le pays des initiatives

---

<sup>72</sup> María Álvarez López et Mario Damen, « La politique européenne de voisinage », *Parlement européen*, avril 2019. Accessible sur : <http://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/170/la-politique-europeenne-de-voisinage>

<sup>73</sup> Laure Delcour, « Transformer le voisinage : jeux d'acteurs, production et mise en pratique de modèles européens de réformes dans le cadre du partenariat oriental », *Revue française d'administration publique*, N°161, *École nationale d'administration*, 2017.

<sup>74</sup> *Ibid.*, 104.

<sup>75</sup> Artyom Shraibman, « Belarus, the Tactical Peacemaker », *Carnegie Moscow Center*, 25 juin 2018. Accessible sur : <https://carnegie.ru/commentary/76615>

européennes par les normes démocratiques, la facilitation de visas et la visée d'une intégration économique.

L'Azerbaïdjan fait figure d'un résultat mitigé du Partenariat oriental. Les relations commerciales se sont développées, notamment grâce à la rente pétrolière<sup>76</sup>. Cependant, l'insistance de Bruxelles sur les réformes démocratiques a partiellement gelé les initiatives politiques<sup>77</sup> et la question du Haut-Karabagh n'a pas été abordée de façon poussée par l'Union européenne.

Le point crucial du Partenariat oriental concerne l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Pour ces trois pays, l'Union européenne a réussi à les faire entrer dans un processus de réformes générales et conditionnelles. Dans un premier temps, en 1994, Chisinau et Tbilissi signent l'Accord de partenariat et de coopération, les poussant à commencer leurs réformes économiques et administratives pour s'adapter dans une certaine mesure aux normes européennes. Le réel tournant intervient cependant avec l'entrée en vigueur d'Accords de libre-échange complet et approfondi (ALECA) avec les trois pays concernés : la Moldavie et la Géorgie en 2014, l'Ukraine en 2016 (Duke et Gebhard, p. 382). Ces ALECA ont donné naissance à la Zone de libre-échange approfondi et complet (ZLEAC).

Le Partenariat oriental ayant des volets politiques et sécuritaires, l'ensemble de ces initiatives a donc contraint ces pays à se détacher complètement des ambitions eurasiatiques russes. Laure Delcour l'exprime dans un autre texte, « *'You can lead a horse to water, but you can't make it drink': the EU's and Russia's intersecting conditionalities and domestic responses in Georgia and Moldova* »<sup>78</sup> :

« While the PCAs included only limited (yet legally binding) political and economic conditionality, both the ENP APs and the Association Agreements cover political, security and economic conditionality » (p4).

---

<sup>76</sup> « EU – Azerbaijan Relations, European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations », *European Commission*, 2018. Accessible sur : [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/azerbaijan\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/azerbaijan_en)

<sup>77</sup> « EU relations with Azerbaijan », *Conseil de l'Europe, Conseil de l'Union européenne*. Accessible sur : <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eastern-partnership/azerbaijan/>

<sup>78</sup> Laure Delcour, « *'You can lead a horse to water, but you can't make it drink': the EU's and Russia's intersecting conditionalities and domestic responses in Georgia and Moldova* », *European Politics and Society*, vol. 19, N°4, 8 août 2018, pp. 490-505.

Il a aussi conduit à des réformes dans la lutte anti-corruption, légion en ex-URSS comme le souligne Nicu Popescu dans son texte « *Les succès et les échecs du Partenariat oriental : dépasser les idées reçues* »<sup>79</sup> (p. 189 – 190).

Pour le soft power, la libéralisation des visas a permis aux citoyens des pays du Partenariat oriental (sauf le Bélarus) de voyager sans visas dans l'Union européenne, contrairement aux partenariats avec la Russie. Les derniers en date sont l'Ukraine et la Géorgie en 2017. Cette ouverture à l'Europe permet donc de renforcer les liens entre les populations et de garantir une influence (p. 189).

En termes de sécurité, nous pouvons citer l'exemple de la Moldavie. Dans son texte, N. Popescu mentionne un fait intéressant :

*« Au cours de ces deux dernières décennies, on a cru et espère que le fait de 'geler' des zones de conflits, puis de progresser peu à peu vers plus de démocratie et de prospérité, permettrait de résoudre graduellement les conflits de l'espace post-sovietique »* (p. 191).

Ceci explique l'attitude de l'Union européenne pour l'ensemble des conflits gelés de l'ex-URSS et par conséquent son absence (ou présence substantielle) dans le processus de règlement de ces derniers. Cependant, le changement d'approche a conduit l'Union européenne à prendre de plus en plus au sérieux l'aspect sécuritaire du Partenariat oriental. Avec un statut d'observateur en Transnistrie depuis 2005 (p. 191), elle a aussi déployé des troupes le long de la frontière avec l'Ukraine, visant à ce que le conflit ne déborde pas, mais surtout pour lutter contre le trafic illégal (Kennedy, p. 517).

Si l'Union européenne s'est gardée d'accepter la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine en tant que membres à part entière (Duke et Gebhard, p. 385) elle a poussé à leur volonté d'intégration. La guerre en Ukraine a donc engendré un changement complet de la direction politique de Kiev. Cherchant initialement un équilibre avec Moscou, les actions de ce dernier à l'encontre du pays l'ont fait entièrement pivoter vers l'intégration européenne.

Enfin, il serait intéressant de parler de la stratégie européenne en Asie centrale, bien qu'elle ne soit qu'émergente. L'Union européenne commence à faire sa percée dans la région bien qu'elle ne la concerne pas directement. En effet, l'Asie centrale est géographiquement et politiquement

---

<sup>79</sup> Nicu Popescu, « Les succès et les échecs du Partenariat oriental : dépasser les idées reçues », Les Champs de Mars, N°29, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 181-193.

éloignée et méconnue de l'Europe de l'Ouest. Mais la percée de l'Union dans l'espace postsoviétique et les visées russes et chinoises dans ce « heartland »<sup>80</sup> en font une zone à intérêts émergents pour les futures décennies. Espace gigantesque enclavé en Eurasie sans accès maritime ouvert (la mer Caspienne est fermée), il est au cœur des axes commerciaux terrestres (routiers et ferroviaires) entre la Chine et l'Europe. De plus, cette zone très hétérogène est riche en matières premières, en hydrocarbures et en eau.

Si l'Union européenne a longtemps ignoré ces pays postsoviétiques, elle a pour la première fois réalisé un forum de coopération en juillet 2019<sup>81</sup> à Bichkek (Kirghizstan), visant à faciliter les échanges commerciaux avec la région et adresser des points sur l'état de la démocratie et des droits de l'Homme.

L'Union européenne a également un programme sécuritaire régional se concentrant sur la sécurité des frontières des cinq républiques d'Asie centrale, chacune y participant (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). Ce programme du nom de « Border Management Programme in Central Asia » (BOMCA)<sup>82</sup> a débuté en 2013 et vise à fournir de l'assistance matérielle et technique aux gardes-frontières sur l'ensemble des pays concernés. À la tête du projet se trouve particulièrement la Lettonie, également ancienne république soviétique, ayant réussi à intégrer l'Union européenne et l'OTAN et sortir de l'orbite russe.

Enfin, la politique multi-vectorielle du Kazakhstan a poussé ce pays à entretenir des liens croissants avec l'Europe, bien qu'ils soient principalement commerciaux aujourd'hui.

Nous pouvons donc observer que l'Union européenne est un acteur prenant de plus en plus d'importance dans l'« étranger proche » de la Russie. Elle entreprend de s'étendre à l'Est à travers des programmes intéressants pour les pays à orientation occidentale et prend en mains des projets s'étendant jusqu'à l'Asie centrale. Si la nature de l'attirance européenne est avant tout économique et administrative, le facteur sécuritaire prend de plus en plus de terrain dans les initiatives, remettant davantage en question les intérêts sécuritaires russes dans cet espace géostratégique.

---

<sup>80</sup> Terme employé par le géographe britannique Halford J. Mackinder en 1904 dans sa théorie stipulant que la région est le cœur de l'« île monde » eurasienne, le point le plus stratégique du monde.

<sup>81</sup> « The first EU-Central Asia Forum in Bishkek », *Delegation of the European Union to Uzbekistan*, 17 juillet 2019. Accessible sur : [https://eeas.europa.eu/delegations/uzbekistan\\_en/65541/EU-Central%20Asia%20Forum](https://eeas.europa.eu/delegations/uzbekistan_en/65541/EU-Central%20Asia%20Forum)

<sup>82</sup> « Background », *Border Management Programme in Central Asia*, 2015. Accessible sur : <https://www.bomca-eu.org/en/programme/background>

## **L'OSCE**

Traitant des questions de sécurité, il est important de mentionner l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Créée en Finlande en 1973, son siège est actuellement à Vienne (Autriche). Elle a pour membres 57 pays, parmi lesquels tous les pays européens, tous les pays de l'ex-URSS ainsi que les États-Unis et le Canada. L'organisation a pour principales activités des missions policières (crime, corruption, *etc.*), la sécurité des frontières, le respect des droits de l'Homme et la coopération économique.

Les activités de l'OSCE dans l'espace postsoviétique méritent d'être abordées dans le présent rapport, principalement en raison du fait qu'elles s'appliquent sur plusieurs zones de conflits en ex-URSS, qu'elles concernent l'ensemble des parties en contentieux et que la guerre en Ukraine les concerne directement. Si l'OSCE ne constitue pas un tournant direct dans la politique de sécurité de la Russie dans son « étranger proche », elle permet de balancer l'implication de Moscou dans la résolution des conflits. Analysons les différentes missions de l'OSCE dans l'espace postsoviétique pour ensuite se concentrer sur le cas ukrainien.

Pour le Haut-Karabagh, le groupe de Minsk<sup>83</sup> est présidé par la France, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie. Son objectif principal est de trouver une solution au conflit entre les deux parties, laquelle servirait à instaurer une paix durable et une fin des affrontements. Dans le cadre de son mandat<sup>84</sup>, le groupe de Minsk peut éventuellement déployer des troupes de maintien de la paix dans la région du Karabagh avec l'accord de l'Azerbaïdjan. Des observateurs sont régulièrement présents sur la ligne de contact entre les deux camps. Des consultations diplomatiques régulières sont engagées, plus récemment en France le 16 janvier 2019<sup>85</sup>. Cependant, les négociations semblent stériles. Bien que donnant un cadre de discussions et un format de débat, aucune solution n'a été trouvée depuis plus de 25 ans. L'organisation, cherchant à rester neutre, se retrouve sans réelle prise de décision, comme le souligne Azad Garibov dans *The National Interest*<sup>86</sup> :

---

<sup>83</sup> « OSCE Minsk Group », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*. Accessible sur : <https://www.osce.org/mg>

<sup>84</sup> « Mandate of the Co-Chairmen of the Conference on Nagorno Karabakh under the auspices of the OSCE ("Minsk Conference") », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, 23 mars 1995.

<sup>85</sup> « Groupe de Minsk - Réunion "3+2" sur le Haut-Karabagh », *Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE*, 16 janvier 2019. Accessible sur : <https://osce.delegfrance.org/Groupe-de-Minsk-Reunion-3-2-sur-le-Haut-Karabagh-Paris-16-janvier-2019>

<sup>86</sup> Azad Garibov, « Why the OSCE Keeps Failing to Make Peace in Nagorno-Karabakh », *The National Interest*, 11 may 2016. Accessible sur : <https://nationalinterest.org/blog/the-buzz/why-the-osce-keeps-failing-make-peace-nagorno-karabakh-16161>

*« The Minsk Group's co-chairs avoid making clear-cut statements about their positions on Nagorno-Karabakh conflict ».*

Cette inefficacité est selon lui le résultat d'une volonté de ne pas froisser ou refroidir l'une des parties. Comme susmentionné, le *statut quo* régional a beaucoup été affecté par la crise ukrainienne, relançant les risques d'embrasement dans les conflits gelés.

L'OSCE est aussi présente en Moldavie dans la gestion du conflit transnistrien depuis 1993. Elle a pour mission principale, comme pour le Haut-Karabagh, de trouver une solution politique au conflit du pays. Sa mission vise à trouver des solutions pragmatiques en se concentrant sur les intérêts des deux côtés. Depuis 2017, un plan en huit points clés a été accepté par les deux parties<sup>87</sup>. L'objectif final serait de recouvrir l'intégrité territoriale moldave avec une autonomie pour la Transnistrie qui soit acceptable pour Tiraspol. Elle se charge aussi de contrôler le trafic d'armes illicites et de lutter contre la criminalité. Elle travaille en coopération avec l'ONU et d'autres organisations internationales. Avec son QG basé à Chisinau, l'OSCE concentre principalement son travail dans les villes de Bendery et de Tiraspol, en Transnistrie. La volonté moldave de voir diminuer le rôle de la Russie dans la résolution du conflit, particulièrement après l'annexion de la Crimée, pourrait renforcer la présence de l'OSCE dans la résolution du conflit. En effet, contrairement au cas de l'Azerbaïdjan, parmi ses dirigeants la mission ne comporte pas de Russes.

L'organisation comporte parmi ses membres les cinq républiques d'Asie centrale et est engagée sur chacun des pays concernés. Dans cette région, pourtant relativement loin des intérêts européens jusqu'à récemment, l'OSCE a une présence très faible. Son rôle est limité en raison de grands problèmes régionaux, comme l'explique *Crisis Group* :

*« Many of these states are weak and have not yet developed strong civil societies. Socio-economic disaffection is high. Political exclusion has provoked radicalisation among fringe Islamist and other groups, who have sometimes turned to violence. The consolidation of power by small elites has excluded others from the political process, thereby stirring political tensions<sup>88</sup> ».*

---

<sup>87</sup> « OSCE Mission to Moldova », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*. Accessible sur : <https://www.osce.org/mission-to-moldova>

<sup>88</sup> « The OSCE in Central Asia: A New Strategy », *Crisis Group*, 11 septembre 2002. Accessible sur : <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/osce-central-asia-new-strategy>

Malgré une situation complexe, seuls 3 500 individus figurent dans le personnel de la mission dans ce vaste espace. L'article propose un changement de stratégie pour la mission en Asie centrale, avec une focalisation globale des problèmes, qu'ils soient socio-économiques, politiques, mais surtout sécuritaires. Il propose aussi une plus grande coopération entre les gouvernements (autoritaires avec très peu de pluralisme politique) et des institutions telles que la BERD ou la Banque européenne. À ce jour, ces efforts n'ont toujours pas été accomplis. La région est toujours marquée par de grands risques et les affrontements frontaliers sont toujours d'actualité. La pauvreté, le chômage et l'état déplorable des droits de l'Homme ne sont toujours pas traités efficacement par l'OSCE et le risque de radicalisation demeure.

Enfin, le cas ukrainien est le plus représentatif du tournant par rapport à la politique de sécurité de la Russie dans l'espace postsoviétique. La mission de l'OSCE en Ukraine a été menée, à la demande du gouvernement de Kiev en 2014<sup>89</sup>, dans un objectif de prévention et de résolution du conflit au Donbass et dans le reste de l'Ukraine. Les 57 membres de l'organisation ont donné leur accord pour le déploiement de la mission. L'OSCE s'engage à surveiller particulièrement les zones rebelles (bien que le mandat s'applique à l'ensemble du territoire ukrainien), à faire des rapports quotidiens sur la situation sécuritaire de la région et vérifier que les engagements pris par les deux camps (Kiev et rebelles pro-russes) lors des accords de Minsk soient implémentés : désarmement de la zone de contact, échange de prisonniers, libre circulation des personnes, *etc.* Le mandat de la mission a été renouvelé à plusieurs reprises et demeure d'actualité, comme le stipule son document officiel<sup>90</sup> :

*« The Mission was deployed on 21 March 2014. In February 2016 its mandate was extended until 31 March 2017, with the possibility of further extension if necessary ».*

Si une accalmie est à noter à propos des affrontements dans le Donbass, la mission d'observation de l'OSCE a marqué un point politique très important contre Moscou : la médiation et les négociations se feront pour Kiev dans un cadre international, n'excluant pas la Russie mais avec la participation incontournable de pays occidentaux et de pays dits « neutres ».

Nous pouvons donc affirmer que l'OSCE a été l'objet d'un changement majeur pour la Russie dans sa politique de défense et de sécurité. En effet, jusqu'à la crise ukrainienne, le Kremlin

---

<sup>89</sup> « OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine : The Facts », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, décembre 2016.

<sup>90</sup> *Ibid.*

était incontestablement le médiateur prioritaire des conflits en ex-URSS, avec généralement des contingents officiels de son armée dans les régions séparatistes (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud). Si l'OSCE a eu des résultats mitigés au cours de ses mandats, son utilité en Ukraine a été un élément d'émancipation majeur vis-à-vis de Moscou dans sa sécurité territoriale.

### **C) La percée de nouveaux acteurs**

Nous avons pu observer précédemment que la Russie, l'OTAN et l'Union européenne étaient les principaux acteurs d'influence dans la région de l'ex-URSS caucasienne et Est-européenne, avec la crise en Ukraine créant une certaine méfiance vis-à-vis de Moscou, ou du moins un relatif distanciellement. Cependant, l'espace postsoviétique est l'objet d'une percée depuis plusieurs années de nouveaux acteurs d'influence, allant jusqu'au domaine sécuritaire et parfois avec des intérêts opposés à ceux des grands acteurs mentionnés. Analysons la portée de cette percée et ses enjeux stratégiques à travers les deux principaux nouveaux entrants, à savoir la Chine et la Turquie

#### ***La percée chinoise en Asie centrale***

Depuis l'époque de l'Empire russe, l'Asie centrale était considérée comme la « chasse gardée » de la Russie. Le voisin régional chinois a donc été absent dans la région pendant près de 200 ans.

Cependant, Pékin reprend de l'influence dans la région depuis la chute de l'URSS, principalement dans le but d'étendre son influence commerciale et économique, mais aussi afin de répondre à ses besoins énergétiques grandissants. Comme le souligne Carla P. Freeman dans son article « *New strategies for an old rivalry? China–Russia relations in Central Asia after the energy boom* »<sup>91</sup>, la Chine conclut son premier accord énergétique en 1997 avec le Kazakhstan, montrant sa première percée régionale (p. 6)<sup>92</sup>. Dans cette lignée, un gazoduc avec le Turkménistan opérationnel depuis 2009 fera d'Achgabat le plus grand fournisseur d'hydrocarbures de Pékin, montrant une réelle émancipation vis-à-vis de la Russie.

Les ambitions économiques de la Chine sont grandes et se manifestent principalement par son initiative des « Nouvelles routes de la soie »<sup>93</sup>, un projet routier, ferroviaire et même maritime

---

<sup>91</sup> Carla P. Freeman, « *New strategies for an old rivalry? China–Russia relations in Central Asia after the energy boom* », *The Pacific Review*, 2017.

<sup>92</sup> La « National Petroleum Corporation » (CNPC) parvient à s'appropriier les réserves kazakhes de la région d'Uzen pour une durée de vingt ans.

<sup>93</sup> Connues en anglais sous le nom de « *Belt and Road Initiative* » (BRI) ou « *One Belt One Road* ».

qui prévoit une connexion des routes commerciales eurasiatiques. En Asie centrale, c'est le volet terrestre qui est capital, la région étant une zone de transit vers l'Europe et le Moyen-Orient, comme le remarquent Lowell Dittmer et Maochun Yu dans leur article « *Central Asia and China's security policy* »<sup>94</sup> (p. 230). Or, dans le contexte chinois, le développement économique et la réalisation de ce projet dépendent intégralement de la sécurité de cette région parfois tumultueuse (230, 231). Le choix du Kazakhstan et particulièrement d'Astana (aujourd'hui Noursoultan) comme lieux du discours déclarant la lancée du projet en 2013, est un message très important : dans une nouvelle capitale du plus riche pays d'Asie centrale se lance un projet eurasiatique qui coïncide avec les ambitions de développement kazakhes pour 2050<sup>95</sup>. Il est à noter que le Kazakhstan est le plus proche allié de la Russie dans la région.

Mais c'est particulièrement la guerre en Ukraine qui marque l'avancée chinoise dans l'espace postsoviétique asiatique, comme l'évoque l'article « *Security Dimensions of China's Presence in Central Asia* »<sup>96</sup> d'Aleksandra Bolonina (p. 17) :

*« Following the military conflict in the East in Ukraine, Russia has to deal with problematic relations with its former Western partners and with the economic crisis it experiences since 2014. Therefore, in face of a spectacular "rise of China" and its launching of the BRI, Russia prefers to make some concessions and thus preserve amity relations with a new-born power ».*

En effet, les moyens économiques et financiers de la Russie ont été affectés par ses mauvaises relations avec l'Occident, affaiblissant alors la position de Moscou. La méfiance des pays de la région par rapport à la Russie, mentionnée antérieurement dans le présent rapport, a contribué en Asie à l'entrée de nouveaux acteurs, dont la Chine en particulier. Pékin voit alors son rôle d'acteur de la sécurité régionale renforcé (Dittmer et Yu, p. 229), tout en évitant de froisser la Russie. La rivalité d'influence régionale entre Moscou et Pékin se joue sur une entente entre les deux pays comme l'explique Freeman (pp. 4, 5). Leurs enjeux sécuritaires convergent avec les objectifs de l'Organisation de coopération de Shanghai : la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux (Dittmer et Yu, pp. 231, 232).

---

<sup>94</sup> Lowell Dittmer et Maochun Yu, « *Central Asia and China's security policy* », *Routledge Handbook of Chinese Security*, 2015.

<sup>95</sup> Noursoultan Nazarbaïev, « *Strategy "Kazakhstan-2050": new political course of the established state* », 14 décembre 2012. Accessible sur : <https://strategy2050.kz/en/multilanguage/>

<sup>96</sup> Aleksandra Bolonina, « *Security Dimensions of China's Presence in Central Asia* », *Asia Focus* N°108, Asia Programme, *Institut des relations internationales et stratégiques*, 2019.

Le Kremlin garde une influence incontestée à ce jour en termes de sécurité, mais la situation commence à concerner de plus en plus Pékin. Bolonina (p. 10) définit cinq critères sécuritaires en Asie centrale : politique (la fin des conflits frontaliers entre les États, ex : Kirghizstan et Ouzbékistan), économique (par la création de projets transrégionaux favorisant les flux commerciaux), sociétal (mécontentement de la population), environnemental et militaire (proximité de l’Afghanistan et du Pakistan, présence de jihadistes centrasiatiques dans les rangs de Daesh et la menace de leur retour<sup>97</sup>). Les trois risques sécuritaires de l’OCS sont donc compatibles avec la classification précédente et la Chine a donc besoin de répondre à ces critères tout en évitant une intervention ostentatoire pour ne pas provoquer de sentiments antichinois au-delà de ceux existants depuis la crise ouïgoure<sup>98</sup>. Pour cela, elle emploie une approche multilatérale en renforçant la coopération militaire à travers des exercices militaires communs de lutte anti-terroriste (Dittmer et Yu, p. 234). Pékin pénètre aussi petit à petit le marché de l’armement centrasiatique et de l’aide militaire, malgré la domination de Moscou.

La Chine voit par ailleurs un autre enjeu sécuritaire capital qui concerne directement l’Asie centrale : le trafic de stupéfiants. La région est le fil conducteur de l’entrée des drogues afghanes vers le pays (p. 233) à travers le Xinjiang<sup>99</sup>. La Chine à elle seule représente plus de 16% de la consommation d’héroïne mondiale (p. 232), représentant un risque majeur et faisant de la lutte contre le trafic illicite un besoin urgent pour Pékin. Il convient d’ajouter que ce problème est d’autant plus grave qu’il est souvent opéré par des organisations terroristes locales à l’instar du Mouvement islamique de l’Ouzbékistan (MIO) ou Al-Qaïda (pp. 230, 231) :

*« [...] while illicit narco-trafficking is run by organizations with strong networks on both sides and with a financial capacity to corrupt government structures; they are sometimes also connected to extremist organizations such as, but not limited to, the Islamic Movement of Uzbekistan, Jihadist networks in Afghanistan and the Taliban. [...] Therefore, while such trade and commerce plays a stabilizing role in Central Asia by contributing to economic development, and thus by extension the*

---

<sup>97</sup> « Les menaces terroristes en Asie centrale, réalité ou fiction ? », *Novastan*, 2 juin 2019. Accessible sur : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/les-menaces-terroristes-en-asie-centrale-realite-ou-fiction/>

<sup>98</sup> La Région autonome ouïgoure du Xinjiang est un point capital de la politique de sécurité interne de la Chine. Pour lutter contre tout séparatisme et sous prétexte de pacification de la région de la part de Pékin, la population locale vit une persécution sans précédent depuis septembre 2018.

<sup>99</sup> Le trafic de stupéfiants, le radicalisme et le potentiel séparatisme sont d’autant plus de prétextes pour Pékin pour renforcer sa domination sur la région autonome, contribuant à l’oppression de la population locale.

*development of Xinjiang, more nefarious forms may also lead to their instability, including that of Xinjiang, if appropriate measures are not taken ».*

Si la coopération sécuritaire contre le crime ou le terrorisme reste embryonnaire, la montée en puissance de l'armée chinoise (1 milliard de dollars en 2000 contre 46 milliards en 2012, p. 229) et la faiblesse actuelle de la Russie ne peuvent que confirmer la relative perte d'influence du Kremlin en Asie centrale dans le domaine sécuritaire. Pékin domine déjà économiquement depuis 2014 (Freeman, p. 13) et devient le premier partenaire économique et commercial de la région.

Enfin, un élément très important suggère une percée chinoise en Asie centrale dans le domaine sécuritaire : la présence d'une base militaire chinoise secrète au Tadjikistan<sup>100</sup>. Ce pays est étroitement lié à la Russie pour sa sécurité, accueillant des forces armées russes sur son territoire et faisant partie de l'OTSC. Par ailleurs, ces installations seraient présentes depuis trois ans à la frontière avec l'Afghanistan, près de la ville de Mourghab. D'après RFI<sup>101</sup>, la base vise à mieux lutter contre le trafic de drogue afghan et à sécuriser la frontière. Des dizaines, voire une centaine de soldats chinois pourraient y être présents, comme le rapporte Novastan. Marquant un réel tournant sécuritaire régional, cette présence chinoise serait-elle la preuve visible de la perte d'influence croissante de la Russie dans la sécurité de l'Asie centrale postsoviétique ? La situation géopolitique depuis la guerre en Ukraine semble avoir beaucoup influencé cette tendance qui risque de s'accroître avec le temps.

### ***La fascination turque***

La Turquie est aussi un pays de fascination pour l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan. À cheval entre l'Orient et l'Occident, Ankara est une forte source de « soft power » dans cette partie de l'espace postsoviétique. Ceci s'explique par différents critères : une langue et culture similaires (l'Azerbaïdjan est un pays turcophone et les pays d'Asie centrale sont pour la plupart turciques<sup>102</sup>), une appartenance commune à l'islam, la présence d'une considérable diaspora centrasiatique en Turquie et des liens économiques de plus en plus importants<sup>103</sup>. La chute de l'URSS a permis à ce pays membre de l'OTAN (à l'époque ennemi juré de l'Union soviétique)

---

<sup>100</sup> « Une base militaire chinoise secrète trouvée au Tadjikistan », *Novastan*, 19 février 2019. Accessible sur : <https://www.novastan.org/fr/tadjikistan/une-base-militaire-chinoise-secrete-trouvee-au-tadjikistan/>

<sup>101</sup> Régis Genté, « Une base chinoise dans le Haut-Badakhchan à la frontière pakistano-afghane? », *RFI*, 22 février 2019. Accessible sur : <http://www.rfi.fr/emission/20190222-tadjikistan-bas-chine-Defense>

<sup>102</sup> Excepté le Tadjikistan persan.

<sup>103</sup> « Central Asian investments in Turkey soar 341 pct in Q1 », *Daily Sabah*, 29 avril 2019. Accessible sur : <https://www.dailysabah.com/business/2019/04/29/central-asian-investments-in-turkey-soar-341-pct-in-q1>

de renouer avec le monde turcique oriental. La guerre en Ukraine et les difficultés économiques de la Russie ont été très avantageuses pour la Turquie, lui ayant permis de renforcer ses positions culturelle, économique et politique.

Le texte « *Turkey's Comeback to Central Asia* »<sup>104</sup> de Bayram Balcı et Thomas Liles évoque les différentes approches de la percée turque en Asie centrale et en Azerbaïdjan. L'approche initiale panturque, très encouragée par Ankara dans les années 1990, se voyait aussi comme un rempart à une éventuelle influence saoudienne ou iranienne dans la région. Si la position économique et politique d'Ankara rend un tel projet difficile, elle a créé en 2009 le Concile de coopération des pays turcophones, ou « Türk Keneşi », dans le but d'établir un renforcement global des liens entre pays turcophones (p. 13). L'Ouzbékistan, longtemps réticent à l'idée de s'y joindre, a finalement décidé de l'intégrer en 2018 sous la présidence de Chavkat Mirziöev (p. 14).

Cette approche régionale s'accompagne aussi d'une approche bilatérale entre Ankara et les républiques turciques postsoviétiques. Un soutien au régime en place (p. 15) comme avec l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut-Karabagh, ou même des chefs d'État autoritaires comme Islam Karimov en Ouzbékistan ou encore Saparmourat Niazov au Turkménistan. Ce soutien a permis à la Turquie de soigner son image malgré les troubles politiques régionaux. La Turquie a aussi un régime de visas privilégié avec les pays turciques, facilitant les voyages et échanges culturels.

La percée d'Ankara se fait aussi à travers la sécurité énergétique (pp. 15-16). Les différents gazoducs et oléoducs issus de la Mer caspienne garantissent à la Turquie un apport énergétique considérable tout en manifestant une opportunité à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie de sortir de l'ombre de Moscou. Nous avons déjà cité l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mais le plus récent est le gazoduc trans-anatolien construit aussi en partenariat avec Tbilissi et Bakou. Il a été inauguré en 2018.

Balcı et Liles évoquent aussi la dimension économique : en 2017, le volume d'échanges entre Ankara et Noursoultan s'élevait à 2,2 milliards de dollars et celui avec Tachkent à 1,5 milliards de dollars (p. 18). Ces chiffres sont en expansion. La construction est un grand secteur très lucratif pour les entreprises turques en Asie centrale. Le secteur de l'éducation est aussi très

---

<sup>104</sup> Bayram Balcı et Thomas Liles, « Turkey's Comeback to Central Asia », *Insight Turkey*, vol. 20, N°4, 2018, pp. 11-26.

caractéristique du « soft power » turc, Ankara ayant construit plusieurs universités et écoles (p. 20). En ce sens l'on peut citer l'Université Ahmet Yesevi au Kazakhstan et l'Université Manas au Kirghizstan, toutes deux construites dans les années 1990 avec des références historiques à des héros turciques locaux. L'attribution de bourses vers la Turquie est aussi un point fort que maîtrise Ankara.

Enfin, il convient de mentionner la dimension religieuse, avec la renaissance régionale de l'islam. La Turquie s'est positionnée comme un acteur musulman moderne et laïc tout en assurant des investissements pour la construction de mosquées et de madrasas (pp. 20-22). Nous pouvons citer par exemple la grande mosquée de Bichkek de style néo-ottoman, rappelant celles d'Istanbul. Ce projet est culturellement appuyé par de nombreuses séries télévisées turques et par des ONG.

Si la Turquie n'a pas encore pénétré dans l'espace postsoviétique dans le secteur de la défense, son soft power grandissant est déjà bien ancré dans les pays turcophones issus de la chute de l'URSS. Avec l'éloignement politique d'Ankara vis-à-vis de l'Occident, les relations avec l'Asie centrale et le Caucase pourraient davantage se renforcer au détriment des ambitions d'intégration de Moscou. Cela s'est vu à travers le soutien verbal et technique de la Turquie dans la transition de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan. Ankara a participé à ces processus en y envoyant des experts linguistiques et en proposant des solutions (p. 18), distançant d'autant plus ces pays de l'influence russe.

La coopération sécuritaire a cependant un potentiel : la présence de combattants centrasiatiques et azéris en Irak et en Syrie dans les rangs de groupes terroristes. Avec Ankara ayant directement subi des attentats<sup>105</sup> et étant engagée dans les combats, la lutte contre le terrorisme est passible de renforcer ses relations sécuritaires avec les pays concernés<sup>106</sup>. La percée turque pourrait cependant ne pas être directement en opposition avec les intérêts russes dans la région en raison du rapprochement entre Moscou et Ankara (Balçı et Liles, p. 25) :

*« Due to the precarious international and regional contexts, moreover, Turkey will certainly devote more attention to its Central Asian policy in the years to come. [...] Finally, this deepening of bilateral relations could receive tacit support from*

---

<sup>105</sup> Un en 2015 dans une gare à Ankara, et trois en 2016 dont celui de l'aéroport d'Istanbul.

<sup>106</sup> Umar Farooq, « Central Asian migrants caught in Turkey's anti-terror raids », *Los Angeles Times*, 27 novembre 2017. Accessible sur : <https://www.latimes.com/world/asia/la-fg-turkey-central-asians-20171125-story.html>

*Russia, considering Ankara's ongoing rapprochement with Moscow in recent years ».*

Nous pouvons donc affirmer que la guerre en Ukraine a été un réel tournant dans la politique de sécurité de la Russie dans son « étranger proche ». En effet, la position de Moscou dans ce conflit a suscité une méfiance grandissante des pays de l'ex-URSS envers la Russie, même des alliés les plus proches de celle-ci comme le Kazakhstan ou le Bélarus. Pour ce qui est de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Ukraine, le tournant vers l'Occident semble inévitable. Une attirance irrésistible envers l'Union européenne et l'OTAN agite la politique étrangère de ces pays, avec des processus déjà bien entamés qui entrent directement en oppositions aux volontés d'intégration sécuritaire régionale de Moscou. Enfin, la percée de nouveaux acteurs dans la région, comme la Chine et la Turquie, pourrait entraver les ambitions du Kremlin, en Asie centrale plus particulièrement. Si Moscou tente de rester en position dominante dans le secteur sécuritaire dans cet espace géostratégique, sa perte d'influence locale et ses difficultés économiques pourraient encourager les relations des pays concernés avec Ankara et Pékin compte-tenu de l'émergence de nouvelles menaces.

Malgré ces difficultés, Moscou a de nombreux atouts régionaux, principalement sécuritaires. Dès lors, analysons dans quelle mesure existe-t-il des limites au tournant négatif pour la Russie dans sa politique de sécurité dans les pays de l'ex-URSS depuis la crise ukrainienne.

## **II. Quelles limites à ce tournant ?**

### **A) Une plus grande intégration eurasiatique**

La crise en Ukraine marque un tournant pour la Russie dans sa volonté d'une plus grande intégration eurasiatique. Perdant un partenaire majeur dans son « étranger proche », la Russie mise sur ses alliés eurasiens de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) pour véhiculer ses intérêts sécuritaires dans son étranger proche, poussant à une plus grande volonté d'intégration régionale.

#### ***L'Organisation du traité de sécurité collective : l'OTAN russe ?***

L'article « *Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions?* »<sup>107</sup> d'Elena Kropatcheva est l'une des rares publications récentes traitant de la relation entre la Russie et l'OTSC. Pourtant, elle est la plus grande organisation d'intégration en termes de défense et de sécurité à laquelle appartient la Russie et qui comporte un certain nombre d'ex-républiques soviétiques. L'article tente d'abord d'expliquer le fonctionnement de l'organisation (p. 1528), son mode opératoire entre unilatéralisme, bilatéralisme et multilatéralisme. L'unilatéralisme se définit par l'hégémonie d'un pays sur les autres, en l'occurrence la Russie ; le bilatéralisme se définit par la volonté d'un État de demander de l'aide à un autre (souvent celle de Moscou) ; le multilatéralisme, plus dur à définir, peut se caractériser par le consensus entre chaque État et leurs intérêts. C'est avec ces trois principes que fonctionne l'OTSC, mais avec une large et évidente dominance de Moscou.

En effet, Kropatcheva affirme la nécessité pour la Russie de projeter son influence à l'international à travers l'OTSC, sous peine d'être déclassée par l'influence d'autres acteurs tels que l'OTAN, déjà mentionnés précédemment (p. 1530) :

*« Many scholars argue that the CST was transformed into the CSTO in 2000 to counteract the influence of the United States and NATO in the region ».*

L'idée de base de la création de l'organisation peut donc s'expliquer par une volonté du Kremlin de créer une alliance militaire équivalente à l'OTAN dans son étranger proche. Il convient de noter que l'organisation s'engage à ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un État membre, ce qui a servi de prétexte pour la non-intervention au Kirghizstan lors des émeutes de

---

<sup>107</sup> Elena Kropatcheva, « *Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions?* », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, N° 9, 2016, pp. 1525 – 1552.

2010 suivies de massacres contre la population d'ethnie ouzbèke dans la région d'Och. Cela pouvait aussi servir de prétexte pour ne pas salir l'image de la Russie et de ses alliés.

Matveeva<sup>108</sup> définit la sécurité comme l'élément le plus important de la politique étrangère russe :

*« Security is the priority consideration and the permanence of conflicts is to be expected : a state is powerful if it can successfully confront internal and external threats » (p. 2).*

Elle définit la priorité sécuritaire de la Russie comme étant la stabilisation de ses frontières et la projection à l'international de sa puissance, ternie depuis la chute de l'URSS (p. 2). En ce sens, l'annexion de la Crimée est une manifestation de la puissance russe, de sa capacité à intervenir hors de son territoire (p. 3). Kropatcheva ajoute à cela que l'OTSC fait partie de la projection de pouvoir de la Russie, dans le sens où Moscou maintient un rôle régional et se manifeste comme un acteur international (p. 1530). Matveeva la rejoint sur ce point, qu'elle qualifie d'« hégémonie » (p. 5) :

*« The ultimate goal is to be the hegemon in the system and avoid the emergence of competitors, such as NATO and then the EU expanding into Russia's immediate neighbourhood and sphere of influence ».*

Ce qui nous ramène au point de l'unilatéralisme mentionné par Kropatcheva : à travers cette organisation, Moscou crée un contreponds sécuritaire face à la percée de l'OTAN (p. 1530) et maintient un attachement avec ces pays par le biais d'une alliance officielle. Ces pays seront donc découragés de s'orienter vers d'autres alliances (p. 1533). Enfin, pour revenir à la notion de projection de pouvoir, la Russie arrive d'autant plus à le faire si elle est entourée d'alliés, d'un bloc, comme c'est le cas pour les États-Unis à travers l'OTAN (p. 1532). Matthew Sussex, dans son article « *The triumph of Russian national security policy? Russia's rapid rebound* <sup>109</sup>», rejoint les idées de Matveeva et de Kropatcheva s'agissant du besoin de créer un contreponds face à l'influence et la projection de pouvoir otanienne. Mais il insiste aussi sur la nécessité pour Moscou de créer des zones tampon à sa frontière à travers les pays de l'« étranger proche », une logique émanant de la guerre froide pour éviter d'avoir l'OTAN directement à

---

<sup>108</sup> Anna Matveeva, « Russia's Power Projection after the Ukraine Crisis », *Europe – Asia Studies*, 27 juin 2018.

<sup>109</sup> Matthew Sussex, « The triumph of Russian national security policy? Russia's rapid rebound », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 71, N° 5, 2017.

ses frontières et de contrebalancer l'ordre libéral mondial ménagé par l'Occident (p. 5). Dans ce cadre, l'OTSC a toutes les raisons d'exister pour Moscou.

L'organisation, alliant les forces russes, biélorusses, tadjikes, arméniennes, kazakhes et kirghizes comporte une force de réaction rapide collective de 20 000 soldats et une force de maintien de la paix de près de 3 500 hommes (Kropatcheva, p. 1533). Elle a une spécialisation dans différents secteurs, tels que la sécurité des frontières, la cyber-sécurité (Sussex p. 8), la lutte contre le terrorisme, la criminalité et encore l'intervention en cas de risques environnementaux. La proximité avec l'Afghanistan a d'autant plus renforcé le besoin sécuritaire régional depuis le retrait américain de 2014 (lutte contre la radicalisation et le terrorisme, contre le trafic illicite et la criminalité, *etc.*).

S'agissant de l'Ukraine, Kropatcheva se focalise sur la position de l'organisation par rapport à la crise en Crimée en 2014 qui précéda l'annexion de la péninsule par la Russie et la guerre dans le Donbass. D'après elle, l'OTSC a partagé l'inquiétude de Moscou lors de la crise, mais n'a pris aucune initiative pour y remédier (p. 1540). Cette ambivalence se justifie par la volonté d'éviter les « révolutions de couleurs » susceptibles de renverser les régimes en place.

La situation en Ukraine présente un risque pour les pays dans leur alignement avec la Russie, comme démontré précédemment. Mais elle est aussi un signal de danger par rapport à la survie des régimes politiques de ces pays, pour la plupart autoritaires. Si la méfiance vis-à-vis du Kremlin s'est largement développée dans les pays de l'« étranger proche » depuis l'annexion de la Crimée, aucun des alliés de Moscou ne l'a vraiment condamné. Les positions indépendantes des pays de l'OTSC n'ont pas directement froissé la Russie. Le Président Biélorusse Alexandre Loukachenko avait lui-même tenté de justifier la réaction russe en Crimée, malgré son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine :

*« When Russia saw these persecutions of Russians or rather all Slavonic people, when Crimea faced this threat (Crimea once belonged to Russia, however, this is not the point) Russia had to interfere, as there are 1.5 million Russians there and about two million who could not accept the developments in Ukraine. No one can say that Russia took to the arms and people went there and grabbed Crimea. The current government gave the reason for it to happen »<sup>110</sup>.*

---

<sup>110</sup> Alexandre Loukachenko, « President of the Republic of Belarus Alexander Lukashenko answers questions of mass media representatives on 23 March 2014 », *Site officiel de la Présidence biélorusse*, 23 mars 2014.

De même, le 27 mars 2014, la Russie, la Biélorussie et l'Arménie ont voté contre une résolution de l'ONU condamnant l'annexion de la Crimée, avec la non-participation du Tadjikistan et du Kirghizstan et l'abstention du Kazakhstan. Aucun des alliés de Moscou ne l'a réellement et effectivement condamné, montrant certes une autonomie de décision et une méfiance mais aussi une certaine loyauté (p. 1542).

Si l'OTSC n'a pas encore montré une intervention majeure, des exercices annuels ont lieu entre l'ensemble des pays membres, le dernier en date étant « Poisk – 2018 » au Kazakhstan en octobre 2018. Le média kirghiz en ligne Kabar<sup>111</sup> rapporte que près de 500 unités avec un effectif de 3 000 personnels militaires y auraient participé. Les exercices étaient globaux, comprenant des forces d'intervention rapide, du renseignement ou encore des combats de reconnaissance. Malgré le manque d'intervention sur le terrain, l'OTSC semble bien indiquer sa préparation au combat et projeter la puissance militaire de la Russie et de ses alliés.

### ***L'Organisation de coopération de Shanghai : le géant régional***

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est aujourd'hui la plus grande organisation internationale eurasiatique. Conçue en 2001 dans l'objectif d'encadrer une coopération régionale entre la Russie, la Chine et l'Asie centrale, son poids international est aujourd'hui gigantesque : avec l'accession de l'Inde et du Pakistan en son sein en 2017, l'OCS regroupe aujourd'hui quatre puissances nucléaires, comporte près de la moitié de la population mondiale (près de 3 milliards d'individus) et s'étend sur la majorité du continent eurasiatique, comme le décrit Marcel de Haas dans son article « *War Games of the Shanghai Cooperation Organization and the Collective Security Treaty Organization : Drills on the Move!* »<sup>112</sup> (p. 379).

Ses objectifs de coopération sont très variés : facilité des échanges économiques, sécurité, rapprochement politique entre les pays membres. Elle a aussi pour objectif de lutter contre l'influence de l'ordre libéral mondial promu par les États-Unis et ses alliés. Les deux puissances régionales (trois avec l'Inde émergente) voient donc cette coopération comme une nécessité pour garantir leurs intérêts communs et s'assurer un poids régional et international.

---

Accessible sur : [http://president.gov.by/en/news\\_en/view/president-of-the-republic-of-belarus-alexander-lukashenko-answers-questions-of-mass-media-representatives-on-8348/](http://president.gov.by/en/news_en/view/president-of-the-republic-of-belarus-alexander-lukashenko-answers-questions-of-mass-media-representatives-on-8348/)

<sup>111</sup> « CSTO military exercises completed in Kazakhstan », *Kabar*, 5 octobre 2018. Accessible sur : <http://kabar.kg/eng/news/csto-military-exercises-completed-in-kazakhstan/>

<sup>112</sup> Marcel de Haas, « War Games of the Shanghai Cooperation Organization and the Collective Security Treaty Organization: Drills on the Move! », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 29, N° 3, 2016, pp. 378 – 406.

Pour la Russie, cette organisation est aussi un repli vers l'Asie. Elle ne constitue certes pas encore une intégration régionale (chose dont se méfie Moscou) mais peut lui donner des atouts contre les manœuvres euro-atlantistes dans son « étranger proche ». Il est à noter que quatre des cinq républiques d'Asie centrale en font partie (le Turkménistan étant officiellement neutre et donc non-membre) et la Biélorussie y a le statut d'observateur. Comme l'explique Roy Allison dans son article « *Protective Integration and Security Policy Coordination : Comparing the SCO and CSTO* »<sup>113</sup> (p. 3) l'OCS a la même convergence régionale que l'OTSC, à savoir que l'Asie centrale se situe en son centre. Par ailleurs, la sécurité régionale est sa priorité quoiqu'à un degré moins explicite qu'une réelle alliance militaire. La lutte contre le terrorisme et le séparatisme ainsi que la sécurité des frontières sont des objectifs qui concernent directement le Kremlin et Pékin (p. 2). Cependant, l'OCS fait figure de pivot vers l'Asie en contrepartie des relations tendues avec l'Occident.

La notion de contrepoids face à l'OTAN est confirmée par Degang Sun et Hend Elmhly dans leur article « *NATO vs. SCO: A Comparative Study of Outside Powers' Military Presence in Central Asia and the Gulf* »<sup>114</sup> (p. 439). Ils reconsidèrent la position de l'OCS eu égard à la présence de bases militaires étasuniennes, britanniques et françaises au Proche et Moyen-Orient<sup>115</sup>. Cependant l'OCS n'est pas une alliance proprement dite et l'un de ses principes est la non-ingérence dans les affaires internes des pays membres (de Haas, p. 380). Avec l'aide de la Chine, la Russie a réussi à neutraliser en partie la compétition d'influence en Asie centrale, garantissant à Moscou une *quasi* exclusivité dans le marché de l'armement tout en accordant, dans une certaine mesure, une influence commerciale et sécuritaire chinoise. La décentralisation de l'organisation a certes retiré à Moscou sa position de seul acteur d'influence régionale, mais lui a donné un rôle clé dans une organisation plus grande, lui permettant aussi de projeter sa puissance militaire et énergétique (p. 380).

La création d'une structure de lutte contre le terrorisme<sup>116</sup> et une moyenne constante de deux exercices militaires communs par an sont un signe de confiance et de sérieux des ambitions

---

<sup>113</sup> Roy Allison, « Protective Integration and Security Policy Coordination: Comparing the SCO and CSTO », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 11, N° 3, 2018, pp. 297 – 338.

<sup>114</sup> Degang Sun et Hend Elmhly, « NATO vs. SCO: A Comparative Study of Outside Powers' Military Presence in Central Asia and the Gulf », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 12, N° 4, février 2018, pp. 438 – 456.

<sup>115</sup> Des bases américaines se trouvent dans tous les pays du Golfe, en Irak et en Afghanistan. La France a une base aux Émirats arabes unis et le Royaume-Uni au Bahreïn, faisant de la région un bastion de forces occidentales en Orient.

<sup>116</sup> La Structure anti-terroriste régionale basée à Tachkent depuis 2004, connue sous l'acronyme « RATS ».

croissantes de l'OCS (pp. 382-296). De Haas montre aussi que la lutte contre le terrorisme se fait en commun entre le pays membres, renforçant l'efficacité de l'organisation dans ce secteur :

*« Terrorism has increasingly become a concern for individual SCO members. Because of its transnational nature, it was decided that this problem should be solved at the SCO level rather than individually. [...] Concrete activities of the RATS are providing the coordination of SCO exercises of combined security forces and efforts to disrupt terrorist financing »* (p. 381).

Le 22 août 2019, l'Inde et le Pakistan ont annoncé pour la première fois leur participation aux exercices militaires<sup>117</sup> de l'OCS en Russie<sup>118</sup> malgré les tensions actuelles entre New Delhi et Islamabad. L'exercice est de taille : 128 000 hommes, 20 000 unités de combat, 600 avions de combat et 15 navires de guerre<sup>119</sup>. L'organisation de telles simulations en Russie véhicule aussi la place clé que possède Moscou au sein de l'OCS. La participation commune des deux ennemis est aussi un signe de soft power diplomatique de l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>120</sup>, proposant une alternative aux pourparlers médités par des initiatives onusiennes ou occidentales. Les principes de l'OSC vont en effet dans ce sens : sécuriser les frontières et lutter contre le terrorisme et l'intégrisme, des défis concernant l'ensemble des pays membres, y compris la Russie. Le volet économique de l'organisation dépend donc entièrement du volet sécuritaire.

Depuis la guerre en Ukraine, l'OCS s'est agrandie, ses ambitions se sont renforcées et elle a son influence a davantage été reconnue sur la scène internationale. Elle est donc en grande partie un atout régional pour Moscou qui peut s'y trouver une place et des intérêts communs avec de potentiels rivaux régionaux.

### ***L'Union économique eurasiatique***

L'Union économique eurasiatique a vu le jour le 1<sup>er</sup> janvier 2015<sup>121</sup>. Elle est le fruit d'un long processus d'intégration économique, proposé pour la première fois par l'ex-Président kazakh

---

<sup>117</sup> Tom O' Connor, « India and Pakistan Will Soon Fight Together Even As They Kill Each Other in Kashmir », *Newsweek*, 22 août 2019. Accessible sur : <https://www.newsweek.com/india-pakistan-fight-together-kill-kashmir-1455805>

<sup>118</sup> Les exercices « Center – 2019 » auront lieu du 16 au 21 septembre 2019 en Russie.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> Ashraf Haidari, « The SCO Can De-escalate India-Pakistan Tensions », *The Diplomat*, 1<sup>er</sup> mars 2019. Accessible sur : <https://thediplomat.com/2019/03/the-sco-can-de-escalate-india-pakistan-tensions/>

<sup>121</sup> « The Treaty on the Eurasian Economic Union is effective », *Eurasian Economic Union*, 1<sup>er</sup> janvier 2015. Accessible sur : <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/01-01-2015-1.aspx>

Noursoultan Nazarbaïev en 1994. S'en est suivie la création d'un Espace économique eurasiatique en 2012 (union douanière) aboutissant au traité d'Astana de mai 2014 regroupant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan<sup>122</sup>. Ce dernier est le document constitutif de l'UEEA.

Elle s'élargit en 2015 avec l'entrée de l'Arménie<sup>123</sup> au sein de l'organisation le 2 janvier, puis avec celle du Kirghizstan<sup>124</sup> le 14 mai de la même année. L'ensemble des pays membres de l'UEEA font aussi partie de l'OTSC, créant une intégration eurasiatique sécuritaire et économique sous l'égide de Moscou alors que la situation est critique en Ukraine.

À ce jour, seul le Tadjikistan (lui aussi membre de l'OTSC) est officiellement candidat à l'intégration de l'union. L'Ouzbékistan sous Islam Karimov s'est longtemps opposé à toute intégration de ce type avec Moscou. L'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirziouev en 2016 a cependant renoué les liens entre Tachkent et le Kremlin. L'Ouzbékistan serait un candidat de taille dans l'organisation de par sa démographie (près de 36 millions d'habitants) et de par son potentiel économique, ce que sait parfaitement Moscou. Le 1<sup>er</sup> juin 2019, le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, alors en visite officielle à Tachkent, avait déclaré que « *les portes de l'Union eurasiatique sont ouvertes pour nos partenaires* »<sup>125</sup>. Il faudra observer le développement de la situation afin de voir quelle position prendra l'Ouzbékistan, toujours en pleine réforme.

L'Union économique eurasiatique n'est certes pas une organisation d'intégration sécuritaire, mais son existence même à partir de membres présents dans leur ensemble au sein de l'OTSC indique que malgré la crise ukrainienne, les pays concernés ont élaboré une intégration économique commune. Par conséquent, l'UEEA est aussi un facteur de loyauté de la part des pays membres envers Moscou. Étant exclusive et conditionnelle, l'UEEA assure l'influence régionale du Kremlin en termes économiques mais aussi, dans une certaine mesure, sa sécurité géopolitique dans l'« étranger proche ».

---

<sup>122</sup> « Création de "l'Union économique eurasiatique" », *Le Figaro*, 29 mai 2014. Accessible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/05/29/97002-20140529FILWWW00047-creation-de-l-union-economique-eurasiatique.php>

<sup>123</sup> « Armenia Joins Russia-Led Eurasian Economic Union », *The Moscow Times*, 2 janvier 2015. Accessible sur : <https://www.themoscowtimes.com/2015/01/02/armenia-joins-russia-led-urasian-economic-union-a42666>

<sup>124</sup> Malika Orazgaliyeva, « Kyrgyzstan Joins Eurasian Economic Union », *The Astana Times*, 14 mai 2015. Accessible sur : <https://astanatimes.com/2015/05/kyrgyzstan-joins-eurasian-economic-union/>

<sup>125</sup> « Les portes de l'Union économique eurasiatique « sont ouvertes pour l'Ouzbékistan » », *Novastan*, 4 juin 2019. Accessible sur : <https://www.novastan.org/fr/ouzbekistan/les-portes-de-lunion-economique-eurasiatique-sont-ouvertes-pour-louzbekistan/>

## **B) Un renforcement de l'influence sécuritaire russe**

Outre le renforcement de l'intégration eurasiatique, la Russie est parvenue depuis ces dernières années à recréer une influence sécuritaire dans son « étranger proche » sous différents niveaux avec différents pays.

### ***Un marché de l'armement quasi-exclusif***

Le marché de l'armement est un secteur très important pour qu'un État puisse y projeter sa puissance et garantir une politique de sécurité fiable avec ses clients. La première instance de renforcement de l'influence sécuritaire russe est donc par sa vente d'armes aux pays de son « étranger proche ». Hormis la Géorgie et dans une certaine mesure l'Ukraine ainsi que la Moldavie, l'ensemble des pays ont presque exclusivement du matériel militaire russe.

La Russie est le deuxième plus grand exportateur d'armes au monde, après les États-Unis d'Amérique<sup>126</sup>. Ce secteur est le plus lucratif pour elle après celui des hydrocarbures.

Dans l' « étranger proche » et particulièrement auprès des pays de l'OTSC, la Russie jouit d'une intégration militaire dans le secteur de l'armement. Les systèmes de défense intégrés nécessitent des équipements compatibles. Or, l'industrie de l'armement des pays de l' « étranger proche » demeure encore très faible. Moscou crée donc la nécessité pour les pays concernés de se procurer des armes et des équipements militaires russes. D'après le site Business Insider<sup>127</sup>, sur les dix pays vers lesquels la Russie avait exporté le plus de matériel militaire de dernière génération en 2017, trois étaient issus de l' « étranger proche » : l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Bélarus.

La base de données du SIPRI<sup>128</sup> indique qu'en 2018, la Russie avait exporté des armes pour une valeur de 156 millions de dollars à l'Azerbaïdjan, 18 millions de dollars à l'Arménie, 288 millions de dollars à la Biélorussie, 429 millions de dollars pour le Kazakhstan, 13 millions de dollars pour le Kirghizstan et 19 millions de dollars pour le Tadjikistan.

---

<sup>126</sup> « Global arms industry: US companies dominate the Top 100; Russian arms industry moves to second place », *SIPRI*, 10 décembre 2018. Accessible sur : <https://www.sipri.org/media/press-release/2018/global-arms-industry-us-companies-dominate-top-100-russian-arms-industry-moves-second-place>

<sup>127</sup> Daniel Brown, « The top 10 countries that bought Russia's most powerful weapons in 2017 », *Business Insider*, 6 octobre 2018. Accessible sur : <https://www.businessinsider.com/russia-weapons-sales-top-countries-2018-4>

<sup>128</sup> « Importer / Exporter TIV Tables », SIPRI. Accessible sur : <http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php>

Ces chiffres sont considérables (compte-tenu de la situation économique parfois difficile de certains de ces pays) et sont en augmentation par rapport à 2017. Ceci marque un point très positif pour l'industrie de l'armement russe auprès de ses alliés (et auprès de l'Azerbaïdjan). Analysons l'importance du complexe militaro-industriel russe dans l'« étranger proche » selon chaque pays et dépendamment de leurs intérêts propres.

### ***L'Azerbaïdjan***

Si l'export d'armes vers Bakou<sup>129</sup> a enragé Erevan, l'attitude de Moscou est compréhensible. La Russie crée une parité entre son allié et son voisin direct pour ne pas s'aliéner l'un des deux. Elle maintient une position de médiateur tout en entretenant de bonnes relations et générant du profit du conflit entre les deux pays. La vente d'arme à l'Azerbaïdjan peut aussi le dissuader de se procurer des armes aux normes otaniennes qui pourraient le faire pivoter vers l'alliance Nord-Atlantique.

### ***L'Arménie***

Pour maintenir la parité stratégique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Russie a aussi pris en considération les difficultés économiques d'Erevan. Par conséquent, elle lui exporte des armes à coûts réduits et sous la forme de crédits, le dernier datant de 2018<sup>130</sup>. Un article de l'Aviation International News<sup>131</sup> confirme l'achat par l'Arménie de quatre avions de combat russes de type Su-30SM (dernière génération) en 2019. Destinés à être livrés en 2020, ils permettront à Erevan de faire parité avec Bakou, une forme de dissuasion mutuelle entre les deux adversaires.

### ***Le Kazakhstan***

Le Kazakhstan est un pays en plein essor économique et la modernisation de son armée est donc le reflet de la valeur de ses importations d'équipement militaire russe. Son appartenance à l'OTSC implique qu'il a besoin de matériel compatible avec les systèmes intégrés de l'organisation. Selon l'article de Business Insider, en 2017, Noursoultan a acheté douze avions de combat type Soukhoï Su-30 et quatre hélicoptères de combats type Mi-35M. Parmi les pays de l'« étranger proche » le Kazakhstan est celui ayant le plus acheté d'équipement militaire

---

<sup>129</sup> Y compris de l'armement lourd comme le lance-roquette type TOS-1.

<sup>130</sup> « Russia Ships \$200M in Military Arms to Ally Armenia », *The Moscow Times*, 23 juillet 2018. Accessible sur : <https://www.themoscowtimes.com/2018/07/23/russia-ships-200-million-military-arms-ally-armenia-a62318>

<sup>131</sup> Vladimir Karzonov, « Armenia Orders Su-30, India Seeks Additional Kits », *Aviation International News*, 8 février 2019. Accessible sur : <https://www.ainonline.com/aviation-news/defense/2019-02-08/armenia-orders-su-30-india-seeks-additional-kits>

russe en 2017 (266 millions de dollars) et en 2018. Malgré la présence dans le pays de compagnies de défense comme Thales, l'industrie de l'armement domine encore presque totalement le marché kazakh. Rappelons aussi la présence de bases militaires russes dans le pays, particulièrement sur le lac Balkhach et à Baïkonour, la base spatiale soviétique étant un enjeu sécuritaire reprenant de l'importance à l'échelle mondiale.

### ***Le Tadjikistan***

Le Tadjikistan figure parmi les pays les plus dépendants de l'armement russe en raison de leurs risques sécuritaires. Un article de la Jamestown Foundation<sup>132</sup> affirme que la totalité de son armement est d'origine russe, faisant de l'armée tadjike la composante la plus intégrée à l'armée russe. La proximité avec l'Afghanistan, l'expérience de la guerre civile et la fragilité économique du pays sont des défis que Douchanbé ne peut gérer seul, faisant de l'alliance avec la Russie sa priorité sécuritaire. Avec peu de moyens, le pays est un client exclusif du complexe militaro-industriel russe. Depuis janvier 2018, le Tadjikistan accueille la 201<sup>ème</sup> base militaire russe, la plus grande en dehors de son territoire (Sun et Elmahly, p. 451). L'intégration avec l'armée tadjike s'exprime aussi à travers le prisme de cette base :

*« The base [...] hosts an estimated 6,000–7,000 troops. According to analysts, without the base there, Russia would immediately lose influence over Afghanistan, Uzbekistan, Tajikistan, Pakistan and Iran; if Russia leaves, it may lose Central Asia forever, the way it lost influence over Poland, the Czech Republic and other countries in Eastern Europe ».*

### ***La Kirghizstan***

La situation est similaire au Kirghizstan, lui aussi très pauvre et abritant une base militaire russe. Le rapport de force écrasant en faveur de Moscou le rend donc dépendant de l'industrie de l'armement russe. Son armée demeure encore très faible et ne dispose pas de beaucoup de moyens, son équipement militaire est vieillissant. En 2017, Moscou avait gratuitement aidé Bichkek et ses forces armées. Le média kirghiz Kabar<sup>133</sup> affirme que la Russie avait fourni de l'aide technico-militaire aux forces armées kirghiz comprenant des dons d'équipement

---

<sup>132</sup> Paul Goble, « Tajik Military Increasingly Part of Russian Army in All But Name », Eurasia Daily Monitor, vol. 16, N° 84, *The Jamestown Foundation*, 6 juin 2019. Accessible sur : <https://jamestown.org/program/tajik-military-increasingly-part-of-russian-army-in-all-but-name/>

<sup>133</sup> « Kyrgyzstan receives military assistance from Russia », *Kabar*, 21 décembre 2017. Accessible sur : <https://kabar.kg/eng/news/kyrgyzstan-receives-military-assistance-from-russia/>

militaire. Cette aide est évaluée par Kabar à une valeur d'un milliard de dollars. Ajoutons que la base militaire de Kant assure une grande part de la sécurité aérienne du pays, surtout après la fermeture de la base aérienne américaine de Manas en 2014<sup>134</sup>. Tel que l'affirment Sun et Elmahly (p. 450), la base de Kant accueille la 5<sup>ème</sup> force aérienne russe, une composante capitale de la Force de riposte rapide de l'OTSC.

### ***La Biélorussie***

La Biélorussie est aujourd'hui le seul véritable allié russe en Europe (de l'Est). Business Insider confirme l'achat en 2017 de 12 Su-30 (MK) et de 100 systèmes de missile type TOR, du matériel récent. Un article de Global Security<sup>135</sup> (catégorie du Bélarus) confirme la dépendance de Minsk par rapport à l'armement russe comme une stratégie planifiée du Kremlin pour toute l'OTSC :

*« The dependence of the Russian military-industrial complex on the Belarusian components has been preserved since Soviet times. Moscow has blocked access of Belarusian enterprises to the Russian defense order and tries to put under direct control the MIC of all CSTO member countries, including Belarus ».*

L'armée Biélorusse dispose cependant d'équipement militaire plus neuf (comme le montrent les procurations en armement). Cela s'explique aussi par la proximité du pays avec l'OTAN (pays baltes, Pologne) et avec l'Ukraine.

### ***L'Ouzbékistan***

Les relations entre Moscou et Tachkent n'ont pas toujours été bonnes. L'Ouzbékistan s'est à deux reprises retiré de l'OTSC, dernièrement en 2012. La situation vis-à-vis de l'organisation est actuellement toujours la même, du moins à ce stade. Mais le renouveau des liens avec la Russie s'est manifesté dans le secteur de l'armement. En octobre 2018, alors en visite à Tachkent, le Président russe Vladimir Poutine a déclaré être prêt à lancer des projets de manufacture d'armes en partenariat avec l'Ouzbékistan<sup>136</sup>. Il a aussi affirmé la décision de vendre de l'équipement militaire à Tachkent aux prix du marché, relançant la coopération dans

---

<sup>134</sup> Akhilesh Pillalamarri, « The United States Just Closed Its Last Base in Central Asia », *The Diplomat*, 10 juin 2014. Accessible sur : <https://thediplomat.com/2014/06/the-united-states-just-closed-its-last-base-in-central-asia/>

<sup>135</sup> « Defense Industry » (Belarus), *Global Security*. Accessible sur : <https://www.globalsecurity.org/military/world/belarus/industry.htm>

<sup>136</sup> « Russia ready for joint arms manufacturing projects in Uzbekistan », *TASS*, 19 octobre 2018. Accessible sur : <https://tass.com/defense/1026855>

le secteur de l'armement après douze ans d'interruption<sup>137</sup>. Il est à noter que cette visite a donné lieu à l'ouverture mutuelle de l'espace aérien des deux pays (y compris leurs avions de combat), un véritable tournant sécuritaire pour les deux pays. L'Ouzbékistan a longtemps préféré les rapports bilatéraux pour les questions de sécurité, les jugeant plus efficaces que dans le cadre de l'OTSC. Cette idée est démontrée par Roy Allison dans son article « *Protective Integration and Security Policy Coordination: Comparing the SCO and CSTO* » (p. 12). Un article de la Jamestown Foundation<sup>138</sup> affirme l'acquisition par l'Ouzbékistan d'hélicoptères de combat russes en 2019. Le texte ajoute que ce réassort militaire est en lien avec une initiative de Tachkent de moderniser son armée. La montée des achats de matériel militaire russe par l'Ouzbékistan est un signe que Moscou est arrivé à recréer une percée sécuritaire dans le pays à travers son complexe militaro-industriel.

Nous pouvons donc affirmer que malgré la guerre en Ukraine, le marché de l'armement de l'« étranger proche » demeure quasi-exclusivement russe. Cette tendance est un indicateur de la confiance de plusieurs gouvernements des pays de l'ex-URSS envers l'industrie de l'armement de la Russie. Elle démontre aussi la réalité de l'intégration des systèmes de défense des pays de l'OTSC. Cette idée peut aller jusqu'à affirmer une dépendance militaire des pays concernés envers le complexe militaro-industriel russe. Les chiffres croissants et la vente d'équipements de dernière génération sont un signe de la limite de la perte d'influence russe dans l'« étranger proche » depuis la guerre en Ukraine.

### ***La mer Caspienne : triomphe de la politique sécuritaire russe ?***

La mer Caspienne a longtemps été considérée comme un lac russe, longtemps partagé entre l'Empire russe / l'URSS et la Perse / l'Iran. La chute de l'Union soviétique a donc créé cinq États riverains, à savoir la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et l'Azerbaïdjan.

Outre sa réputation de production du meilleur caviar au monde, la Caspienne est surtout un espace stratégique d'exploitation d'hydrocarbures, l'un des plus riches du monde. L'article « *Energy Security and Economic Performance of the Caspian Region: How Vulnerable is the*

---

<sup>137</sup> Umida Hashimova, « After Putin's Visit, Russia's Footprint in Uzbekistan Is Set to Grow », Eurasia Daily Monitor, vol. 15, N° 149, *The Jamestown Foundation*, 22 octobre 2018. Accessible sur : <https://jamestown.org/program/after-putins-visit-russias-footprint-in-uzbekistan-is-set-to-grow/>

<sup>138</sup> Umida Hashimova, « Uzbekistan Leans on Russia for New Military Equipment », Eurasia Daily Monitor, vol. 16, N° 104, *The Jamestown Foundation*, 22 juillet 2019. Accessible sur : <https://jamestown.org/program/uzbekistan-leans-on-russia-for-new-military-equipment/>

*region to the falling oil price? »*<sup>139</sup> de Nathaniel Babajide atteste que la Caspienne contiendrait 17,6% des réserves mondiales de pétrole<sup>140</sup>, 46,4% des réserves mondiales de gaz naturel<sup>141</sup> et 21,4% des réserves mondiales de charbon (p. 3).

La région est donc extrêmement stratégique, pour les pays concernés d'une part mais aussi dans le jeu géopolitique mondial. Cette mer fermée a donc été un site de tensions depuis la chute de l'URSS, entre le statut de la mer, la délimitation des eaux, l'exploitation des ressources et la présence d'acteurs externes. Pour Moscou, maintenir la mer Caspienne hors de portée de l'OTAN ou de la Chine et résoudre les conflits avec ses partenaires (tous faisant partie de l'« étranger proche », sauf l'Iran) sont donc des priorités sécuritaires non-négligeables.

L'accord conclu en août 2018 à Aktau au Kazakhstan, après 22 ans de tumultes, est en très grande partie l'œuvre de la Russie<sup>142</sup>. Il répond aux différentes attentes de chaque pays concerné, dont la dénomination d'un statut, le droit de construction de gazoducs, la protection de l'environnement ou encore la délimitation des eaux. Mais le réel triomphe de la Russie dans cet accord réside dans les aspects sécuritaires et géopolitiques. Comme le rapporte Novastan<sup>143</sup>, à travers cet accord aucun pays tiers ne peut disposer de bases sur les côtes de la mer Caspienne, écartant ainsi de possibles ambitions otaniennes ou chinoises. La Russie, tout en se réservant la possibilité de nouer des liens politico-militaires dans le bassin, dispose d'un accès de sa flottille dans toute la mer, garantissant ainsi une forme de suprématie sécuritaire, même auprès du Turkménistan officiellement neutre. Si cette victoire a été obtenue au prix de la possibilité de construction de gazoducs pouvant contourner la Russie, Moscou s'est montré comme un acteur international fort et a renforcé sa politique de sécurité dans la région, en grande partie issue de son « étranger proche ».

---

<sup>139</sup> Nathaniel Babajide, « Energy Security and Economic Performance of the Caspian Region: How Vulnerable is the region to the falling oil price? », *Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy (CEPMLP)*, 2015.

<sup>140</sup> 298,6 milliards de barils en décembre 2014.

<sup>141</sup> 86,8 mille milliards de m<sup>3</sup> en décembre 2014.

<sup>142</sup> Oliver Carroll, « Caspian Sea: After 22 years of wrangling, deal over oil and gas rich body of water reached – and it's good news for Russia », *The Independent*, 10 août 2018. Accessible sur : <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/russia-says-deal-to-settle-status-of-caspian-sea-reached-a8486311.html>

<sup>143</sup> Tiphaine Gaudin, « Mer Caspienne : Signature d'une « constitution » pour la mer Caspienne », *Novastan*, 13 août 2018. Accessible sur : <https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/mer-caspienne-signature-dune-constitution-pour-la-mer-caspienne/>

### ***Russie – Biélorussie : une projection de puissance***

La Biélorussie est un pays étroitement proche de la Russie, du point de vue historique, culturel, spirituel et même officiel. Elle fait partie de toutes les organisations eurasiatiques menées par Moscou dans son « étranger proche » telles que la CEI, l'OTSC ou l'UEEA. Il existe même un accord entre les deux pays, ratifié en 1999, prévoyant l'Union de la Russie et de la Biélorussie. Le projet est certes latent, mais les deux parties tiennent à le maintenir.

Minsk peut donc être qualifié du plus grand allié russe aujourd'hui, un propos que partage Alena Vieira dans son article « *The Politico-Military Alliance of Russia and Belarus : Re-Examining the Role of NATO and the EU in Light of the Intra-Alliance Security Dilemma* »<sup>144</sup> (p. 559) :

*« For over a decade, Russia and Belarus have referred to each other, and have been widely recognised, as two of the closest allies both in the post-Soviet realm and beyond ».*

En termes sécuritaires, le Bélarus est très stratégique pour la Russie. Sa géolocalisation en est un grand facteur : il partage une frontière avec trois membres de l'OTAN (la Pologne, la Lituanie et la Lettonie), avec l'Ukraine ainsi qu'avec la Russie. L'intégration militaire des deux États se manifeste par les nombreux accords sécuritaires signés entre les deux pays (p. 22). Vieira décrit le mécanisme de ces derniers comme tel :

*« The alliance soon started to operate on the basis of a joint military planning system and a large number of additional treaties and arrangements (over 30 documents altogether) provided a framework for day-to-day business and longterm development of relations between the two countries »* (p. 560).

En 2012, Moscou et Minsk ont signé un accord de protection aérienne commune, sous un seul espace aérien, dans le cadre de leur projet d'union, comme l'affirme le document du Parlement Européen intitulé « *Russian military presence in the Eastern Partnership countries* »<sup>145</sup> (p. 22). Cette défense aérienne intégrée a suscité l'émergence d'un projet d'installation d'une base aérienne russe en Biélorussie. Ce projet n'a jusqu'à présent pas vu le jour, en grande partie en

---

<sup>144</sup> Alena Vieira, « The Politico-Military Alliance of Russia and Belarus: Re-Examining the Role of NATO and the EU in Light of the Intra-Alliance Security Dilemma », *Europe-Asia Studies*, vol. 66, N° 4, 2014, pp. 557 – 577.

<sup>145</sup> « Russian military presence in the Eastern Partnership countries », *Parlement européen*, juin 2016.

raison du refus du président biélorusse Alexandre Loukachenko<sup>146</sup>. Le Kremlin possède deux installations militaires au Bélarus : un émetteur de très basse fréquence à Vileyka et la station radar de Hantsavichy (p. 21).

L'année 2017 a cependant montré la réelle étendue de l'alliance russo-biélorusse. En effet, du 14 au 20 septembre de cette année a eu lieu le plus grand exercice militaire entre les deux pays depuis leurs indépendances : Zapad 2017 (« Ouest 2017 »). Ce nom fait référence à Zapad 1981<sup>147</sup> le plus grand exercice militaire de l'histoire de l'URSS et du Pacte de Varsovie. Ces deux exercices ont eu lieu dans le territoire biélorusse. Le nom de l'exercice a été repris en 2013 et en 2017.

Zapad 2017 est très significatif pour différentes raisons. Tout d'abord, la proportion de l'exercice militaire. Dans le texte « *The wider implications of Zapad 2017* »<sup>148</sup> l'on note que le personnel russe déployé pour cet exercice comportait entre 50 000 et 60 000 individus (incomparable avec les exercices militaires annuels de l'OTSC par exemple). Leur terrain d'opération était le Bélarus mais aussi des territoires russes adjacents. Ensuite, la nature des équipements utilisés, dont beaucoup de chars d'assaut, ont montré la capacité d'intervention musclée russo-biélorusse. Une sorte de clin d'œil à l'intervention menée par le Kremlin en Géorgie en 2008 ? Enfin, compte-tenu de la situation régionale actuelle (guerre en Ukraine, tensions avec l'Occident, guerre en Syrie), l'exercice a envoyé un message très clair à l'Occident : la Russie est prête à utiliser la force pour combattre toute tentative de révolution de « couleurs », comme le précise l'article (p. 2) :

*« In the context of Russia's annexation of Crimea and its ongoing support for pro-Russian forces in Eastern Ukraine, the exercise read like a playbook for how to defeat a 'colour revolution', and perhaps served as a warning to neighbouring states not to repeat the 'errors' that led to the collapse of the pro-Russian government led by Viktor Yanukovich, which prompted direct Russian intervention ».*

Il est à noter que Zapad 2017 a eu lieu au même moment que deux autres exercices militaires russes, cette fois concentrés dans la défense anti-aérienne (p. 2) : en Baltique et en Caspienne

---

<sup>146</sup> « Belarus does not need Russian military base, can defend nation alone, president says », *TASS*, 6 novembre 2018. Accessible sur : <https://tass.com/defense/1029385>

<sup>147</sup> Ayant eu lieu du 4 au 12 septembre 1981.

<sup>148</sup> « The wider implications of Zapad 2017 », *Strategic Comments*, vol. 24, N° 1, 2018.

avec ses partenaires kirghizes et arméniens en Caspienne. Cette simultanéité de démonstration de force confirme le message d'avertissement insinué par Zapad.

Les exercices militaires entre la Biélorussie et la Russie se font aussi de manière annuelle en partenariat avec la Serbie, sous le nom de « Slavic Brotherhood ». Faisant référence à l'héritage commun des trois pays, ces exercices sont beaucoup plus petits (750 individus pour les trois pays<sup>149</sup>). Si Belgrade réalise davantage d'exercices avec l'OTAN qu'avec la Russie, c'est elle qui a accueilli le « Slavic Brotherhood » de juin 2019<sup>150</sup>. Son objectif constituait la lutte contre le terrorisme. Ces exercices annuels permettent de transmettre un message géopolitique : Moscou a encore des partenaires militaires en Europe.

Les exercices militaires du type Zapad 2017 sont donc un moyen pour Moscou de projeter sa présence et sa puissance à l'international. Ils sont aussi un moyen de rappeler à l'Occident que la Russie dispose encore d'alliés en Europe et qu'elle est préparée pour faire face à toute menace armée. Alors que l'Ukraine est toujours en conflit avec ses provinces séparatistes du Donbass, le Kremlin a dévoilé l'ampleur de sa détermination à maintenir sa zone d'influence face à l'OTAN. Il a aussi montré un pouvoir géopolitique d'intimidation auprès de ses voisins plus faibles comme l'Ukraine ou les États baltes. D'après cette démonstration de force, nous pouvons donc affirmer que la Biélorussie est une avant-garde de la projection militaire de la Russie en Europe.

### ***Les territoires séparatistes : un levier considérable face à l'OTAN***

Abordons désormais la question des territoires séparatistes en ex-URSS et leur rôle géostratégique pour la Russie. Sans compter la Crimée qui a été annexée par la Russie en 2014, nous comptons aujourd'hui six républiques autoproclamées dans l'espace postsoviétiques : l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, la Transnistrie, le Haut-Karabagh, Donetsk et Louhansk (Lougansk). En 2006, même avant la guerre de Géorgie, quatre d'entre eux (excluant les deux républiques séparatistes d'Ukraine) formèrent la « Communauté pour la démocratie et les droits des nations », aussi connue sous le nom de la « Communauté des États non-reconnus »<sup>151</sup>.

---

<sup>149</sup> Slavisha Batko Milacic, « Slavic Brotherhood 2019 », *Modern Diplomacy*, 20 juin 2019. Accessible sur : <https://modern diplomacy.eu/2019/06/20/slavic-brotherhood-2019/>

<sup>150</sup> « Slavic Brotherhood 2019 military exercise begins in Serbia », *TASS*, 15 juin 2019. Accessible sur : <https://tass.com/defense/1063934>

<sup>151</sup> Boris Anatolievich Shiriaev et Tatiana Vladimirovna Drobysheva, « The Place and the Role of the Commonwealth of Unrecognized States in Today's International Relations on the Post-Soviet Area », *Administrative Consulting Journal*, 2016. Accessible sur : [https://www.acjournal.ru/jour/article/view/383?locale=en\\_US](https://www.acjournal.ru/jour/article/view/383?locale=en_US)

Tous ces territoires entretiennent des relations avec la Russie. Certains à niveau diplomatique (Abkhazie, Ossétie du Sud) et d'autres non (Donetsk, Lougansk, Transnistrie et Haut-Karabagh). Tous sont aussi directement concernés par les enjeux sécuritaires russes. Nous avons déjà expliqué les raisons qui ont poussé au séparatisme de ces régions. Pour Moscou, l'existence de ces républiques autoproclamées représente un levier sur plusieurs axes face à l'OTAN.

Dans un premier temps, l'existence de zones séparatistes sous la forme de conflits gelés permet de garantir à la Russie une présence militaire dans les pays concernés. Prenons pour exemple les cas transnistrien et abkhaze. William H. Hill, dans son article « *Unrecognized Actors from Unrecognized States : Moscow's Puppets or Inevitable Interlocutors* »<sup>152</sup>, présente la chute de l'URSS et la présence de troupes soviétiques sur les territoires contestés comme une conséquence de crise plutôt que comme une invasion (p. 2). En effet, ce sont les troupes déjà sur place qui ont dû pour une grande partie gérer les conflits :

*« The Russian peacekeeping operation in Abkhazia even received formal U.S. and UN endorsement in 1994. In Moldova, the Russian 14th Army, which was the remnant of the larger Soviet Army stationed in that republic during Soviet times, intervened to stop the fighting in July 1992, which in effect worked to the advantage of the Transdnistriean separatists. A small remnant of that Russian unit remains the core of the present-day peacekeeping operation in Moldova, twenty-five years later ».*

Le gel des conflits a certes évité des guerres meurtrières prolongées, mais il est à noter qu'aujourd'hui, la plupart des pays ayant des régions séparatistes ont une orientation pro-occidentale, comme nous l'avons déjà montré. En perdant une influence au niveau gouvernemental dans ces pays, la Russie maintient un rôle direct et incontournable dans tout processus de négociation. Ceci s'explique par le fait que la présence militaire russe dans les zones contestées est encadrée par des traités et est donc légale. Hill confirme cette idée (p. 3) :

*« Moscow often mis-uses its position as a mediator or peacekeeper to provide support to separatist entities or to pressure metropolitan states into policies or actions favorable to Russia ».*

---

<sup>152</sup> William H. Hill, « Unrecognized Actors from Unrecognized States: Moscow's Puppets or Inevitable Interlocutors », *European Leadership Network*, Novembre 2017.

Par cette position géopolitique, la Russie parvient à rester un acteur d'influence dans l'étranger proche et à contrôler en partie sa politique de sécurité régionale.

### ***Descriptif de la présence militaire russe dans les régions séparatistes en ex-URSS***

Le document « *Russian military presence in the Eastern Partnership countries* » du Parlement Européen détaille la présence militaire russe dans les zones contestées. En Abkhazie, avant 2008, un accord de cessez-le-feu avait été signé à Moscou en 1994 (p. 27). Cet accord stipulait que la zone de démarcation devait être démilitarisée de toutes armes lourdes et qu'elle serait sécurisée par une mission d'observation onusienne et par des forces de maintien de la paix de la CEI (en l'occurrence russes). Ce principe avait été en application jusqu'à la guerre de 2008 et la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Abkhazie. Aujourd'hui, la Russie a un personnel militaire de 4 000 hommes, concentrés dans la 7<sup>ème</sup> base militaire (p. 29). Plusieurs accords ont été signés entre Sokhouni et Moscou pour intégrer les deux armées (p. 28). Nous pouvons mentionner celui de 2015 qui prévoit une alliance entre les deux pays et une intégration militaire. La garde des « frontières » abkhazes est faite par un personnel russe.

En Ossétie du Sud, un accord signé en 1993 concevait la mise en place d'une force de maintien de la paix trilatérale géorgienne, ossète et russe (p. 27). Cette force a cessé son activité en 2008. Aujourd'hui, le Kremlin y a installé sa 4<sup>ème</sup> armée. En mars 2015, un traité d'alliance et d'intégration a été signé entre Tskhinvali et Moscou dans l'optique de créer une défense commune (p. 28).

En Transnistrie, depuis 1992, la Russie maintient une force de 1 500 hommes dans le cadre de sa 14<sup>ème</sup> armée (p. 21).

Nous avons déjà mentionné le rôle de modérateur de la Russie dans le conflit du Haut-Karabagh, en faisant un acteur indispensable à la résolution du conflit ; une position de force pour Moscou et pour ses relations avec Bakou et Erevan.

Pour le cas ukrainien, la Russie dément toute présence militaire officielle, malgré les accusations de Kiev, Bruxelles et Washington. La Crimée n'est pas prise en considération dans le cas présent, dû au fait qu'elle a été officiellement annexée par la Russie. Moscou est cependant un membre intégral du format de négociation de paix en Ukraine (Normandie 4) avec la France, l'Allemagne et l'Ukraine. Son rôle est donc officiel et incontournable pour le futur sécuritaire de Kiev.

La complexité légale, politique et militaire de ces zones séparatistes et de la présence russe (légale) dans la majorité de ces conflits est donc un gage face aux ambitions euro-atlantistes dans l' « étranger ». La Russie peut être une force d'influence et de compromis, mais reste un acteur indissociable pour toute résolution de conflits en ex-URSS. Sa politique sécuritaire est donc un levier de taille : toute intégration à l'OTAN de pays tels que l'Ukraine ou la Géorgie, ou tout soutien occidental à une opération militaire donnerait lieu automatiquement à un *casus belli* avec la Russie. Il semblerait donc que ce positionnement soit une bonne dissuasion face à l'OTAN qui a déjà évité un conflit direct avec Moscou en 2008 et en 2014.

### **C) Quelles expansions ?**

La politique sécuritaire de la Russie est donc étroitement liée avec l' « étranger proche » postsoviétique. Cependant, nous constatons aujourd'hui un changement géographique des relations politico-militaire de la Russie. Avec la participation de pays hors « étranger proche » *stricto sensu* dans des organisations telles que l'OTSC, il serait intéressant de voir si la notion d' « étranger proche » mérite une redéfinition ou si cet espace géostratégique est aujourd'hui en mutation. Pour cela, nous prendrons trois exemples de pays périphériques à l' « étranger proche » partageant des liens relativement solides avec la Russie.

#### ***La Serbie : petit frère slave ?***

La Serbie est un premier exemple de pays ne faisant pas partie de l' « étranger proche » postsoviétique qui partage de bonnes relations avec la Russie. Les deux pays sont slaves et orthodoxes. L'Empire russe a aidé la Serbie à plusieurs reprises : à son indépendance contre l'Empire ottoman, mais aussi en 1914 face à l'Autriche-Hongrie, déclarant la Première guerre mondiale. Une grande partie de la population serbe partage un avis très favorable par rapport à la Russie, particulièrement depuis la guerre du Kosovo en 1999<sup>153</sup> et le soutien de Moscou à l'intégrité territoriale serbe<sup>154</sup>.

---

<sup>153</sup> Jean-Arnault Dérens, « Après la guerre froide... 1999, l'OTAN bombarde la Yougoslavie », *l'Humanité*, 22 Mars 2019. Accessible sur : <https://www.humanite.fr/apres-la-guerre-froide-1999-lotan-bombarde-la-yougoslavie-669726>

<sup>154</sup> La province méridionale albanophone du Kosovo a déclaré unilatéralement son indépendance en 2008 avec la bénédiction des États-Unis et de la plus grande partie des pays européens. À ce jour, la Russie place son veto aux Nations Unies face à la reconnaissance internationale de l'indépendance du Kosovo.

Les guerres de Yougoslavie dans les années 1990 ont été les premiers symptômes de la faiblesse russe à l'international après la chute de l'URSS. Impuissante, la Russie n'a pas pu militairement protéger ce pays ni dissuader l'OTAN de le bombarder.

Dès 1999, l'ex-Président Yougoslave (Serbie et Monténégro) Slobodan Milosevic déclare son intention officielle d'intégrer l'Union de la Russie et de la Biélorussie. Comme le rapporte David Hoffman dans le *Washington Post*<sup>155</sup>, cette décision yougoslave avait même été votée favorablement à la Douma russe, indiquant pour la première fois une forme d'extension de l'« étranger proche » en dehors des pays de l'ex-URSS. Si l'Union en elle-même n'a pas encore vu le jour entre Minsk et Moscou et encore moins avec Belgrade, le rôle d'observateur accordé à la Serbie (pays successeur de la Yougoslavie) est un événement à prendre en considération.

En effet, la Serbie a gardé ce statu, malgré le renversement de Milosevic en 2000, entamant un rapprochement avec l'Occident. La Serbie a graduellement adopté une politique de neutralité entre Est et Ouest, officialisée en 2007<sup>156</sup>.

Son rapprochement avec l'Occident est aussi dû à ses difficultés économiques et sa situation géographique. Le pays est aujourd'hui encerclé par des pays membres de l'OTAN : la Hongrie au Nord, la Roumanie et la Bulgarie, la Croatie à l'Ouest, l'Albanie au Sud et le Monténégro au Sud-ouest. La Macédoine du Nord semble être le prochain entrant. Sans accès à la mer, la Serbie est encerclée et ne peut que proclamer sa neutralité pour ne pas avoir à entrer dans l'OTAN. Le pays a pris la décision en 2010 de prendre la voie de l'intégration à l'Union européenne<sup>157</sup>, ce malgré la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par la plus grande partie des pays de l'Union européenne en 2008. Cette dernière représentait après tout 64,5 % du volume des échanges commerciaux serbes en 2018, comme le souligne Marko Kovacevic dans son article « *Understanding the marginality constellations of small states : Serbia, Croatia, and the crisis of EU–Russia relations* »<sup>158</sup> (p. 6).

---

<sup>155</sup> David Hoffman, « Russian Parliament Approves Yugoslavia Joining Union With Belarus », *The Washington Post*, 17 avril 1999. Accessible sur : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1999/04/17/russian-parliament-approves-yugoslavia-joining-union-with-belarus/d9c3f517-4cdd-49b0-ae70-a8037d0f170b/?noredirect=on>

<sup>156</sup> Dejan Stojković & Miroslav Glišić, « Serbia's Military Neutrality: Is It Economically Beneficial? », *Defense and Peace Economics*, 2018.

<sup>157</sup> « L'Union européenne accepte d'étudier la candidature de la Serbie », *France 24*, 25 octobre 2010. Accessible sur : <https://www.france24.com/fr/20101025-serbie-franchit-une-etape-cle-vers-son-adhesion-a-l-union-europeenne-kosovo-candidature>

<sup>158</sup> Marko Kovačević, « Understanding the marginality constellations of small states: Serbia, Croatia, and the crisis of EU–Russia relations », *Journal of Contemporary European Studies*, 2019.

Pour les questions sécuritaires, la Serbie organise beaucoup plus d'exercices militaires avec l'OTAN qu'avec la Russie, tout en clamant ne pas vouloir rejoindre l'organisation<sup>159</sup>. Mais consciente du besoin d'entretenir de bonnes relations avec Moscou (soutien aux Nations unies, aide économique, projets énergétiques), Belgrade fait aussi des exercices militaires avec le Kremlin.

Avec la Biélorussie, la Serbie est le seul pays européen à faire de tels exercices aujourd'hui, un grand atout pour Moscou. Ajoutons aussi que la Serbie est un membre observateur de l'Organisation du traité de sécurité collective depuis 2013, indiquant encore une fois sa proximité avec la Russie<sup>160</sup>. Dernièrement, Belgrade participe annuellement à l'exercice militaire trilatéral « Slavic Brotherhood » avec Minsk et Moscou. En 2019, ils ont eu lieu en territoire serbe, encerclé par des pays otaniens.

Enfin, une partie considérable de l'armement serbe est d'origine russe. La dernière livraison d'armes en date était en mai 2019, coïncidant avec la commémoration de la victoire des alliés pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>161</sup>. La Serbie organise elle-aussi une marche militaire pour l'occasion, de même nature qu'en Russie, une forme de soft power du Kremlin.

Belgrade cherche donc un juste milieu pour contre-balancer ses affinités avec la Russie tout en prenant conscience de sa situation géostratégique. Ceci s'est bien révélé avec la crise ukrainienne<sup>162</sup>. La Serbie s'est alignée sur le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Cependant elle a refusé de participer aux sanctions contre la Russie (pp. 6-7).

Avec l'adhésion du Monténégro (qui avait de très bonnes relations avec la Russie) à l'OTAN en 2017 et la décision de Podgorica de mettre en place des sanctions contre Moscou, la Serbie demeure le dernier réel bastion d'influence russe dans les Balkans. Si Belgrade entre dans l'Union européenne, la Russie y bénéficierait d'un levier considérable.

Il convient également de préciser que la reconnaissance unilatérale de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis et la majorité des pays européens en contradiction avec le respect

---

<sup>159</sup> « Serbia doesn't want to be part of NATO, Vucic says », *TASS*, 2 octobre 2018. Accessible sur : <https://tass.com/world/1023988>

<sup>160</sup> « Afghan and Serbian parliaments acquire observer status at CSTO PA », *Kazinform*, 12 avril 2013. Accessible sur : [https://www.inform.kz/en/afghan-and-serbian-parliaments-acquire-observer-status-at-csto-pa\\_a2549816](https://www.inform.kz/en/afghan-and-serbian-parliaments-acquire-observer-status-at-csto-pa_a2549816)

<sup>161</sup> « "Special treat": Serbia to receive new weapons from Russia », *B92*, 7 mai 2019. Accessible sur : [https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2019&mm=05&dd=07&nav\\_id=106774](https://www.b92.net/eng/news/politics.php?yyyy=2019&mm=05&dd=07&nav_id=106774)

<sup>162</sup> Thierry Portes, « La crise en Ukraine place la Serbie face à ses contradictions », *Le Figaro*, 18 mars 2014. Accessible sur : <http://www.lefigaro.fr/international/2014/03/17/01003-20140317ARTFIG00394-ukraine-une-crise-qui-place-la-serbie-face-a-ses-contradictions.php>

des frontières a été un justificatif pour Moscou dans sa propre reconnaissance des indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud la même année<sup>163</sup>. Ce prétexte a aussi été utilisé pour justifier son annexion de la Crimée<sup>164</sup>. La situation géopolitique en Serbie a donc directement influencé la politique étrangère russe dans son « étranger proche » et pour des questions sécuritaires.

### ***La Mongolie : un voisin méconnu***

Un autre État pouvant être considéré dans une forme d'expansion de l'« étranger proche » est la Mongolie. Ce pays demeure généralement méconnu sur la scène internationale, mais ses liens avec la Russie sont eux aussi historiques. Les relations russo-mongoles peuvent remonter aux conquêtes de la Rus' de Kiev et à l'Empire russe. Dans ce rapport, nous aborderons les relations à partir de l'époque soviétique.

La Mongolie est un grand pays enclavé entre deux géants régionaux : la Chine et la Russie. Tombant sous influence soviétique dans les années 1920, le pays a été allié de l'URSS tout au long de l'existence de celle-ci, comme le rapporte Tsedendamba Batbayar dans son article « *Geopolitics and Mongolia's Search for Post-Soviet Identity* »<sup>165</sup> :

*« From 1921 through 1990, Mongolia was effectively a part of the Soviet bloc, although not a Soviet republic. Moscow's policy during this period was in large part derived from geographical and strategic imperatives »* (p. 325).

L'alliance mongolo-soviétique a été particulièrement efficace pour créer un rempart aux ambitions chinoises à la suite du schisme sino-soviétique dans les années 1950. À l'instar des pays du Pacte de Varsovie en Europe de l'Est, la Mongolie a été un État tampon allié de l'URSS, mais en Asie (pp. 325-326).

Depuis la chute de l'Union soviétique, la Mongolie est un pays officiellement neutre, cherchant à équilibrer ses relations avec Moscou et Pékin, avec un penchant plus favorable à Moscou. Dans le cadre des relations russo-mongoles, Oulan-Bator est potentiellement intéressé par une

---

<sup>163</sup> Dmitri Medvedev, « Medvedev's Statement on South Ossetia and Abkhazia », The New York Times, 26 août 2008. Accessible sur : <https://www.nytimes.com/2008/08/27/world/europe/27medvedev.html>

<sup>164</sup> Vladimir Poutine, « Address by President of the Russian Federation », Kremlin, 18 mars 2014. Accessible sur : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20603>

<sup>165</sup> Tsedendamba Batbayar, « Geopolitics and Mongolia's Search for Post-Soviet Identity », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 43, N° 4, 2002, pp. 323 – 335.

coopération avec l'Union économique eurasiatique<sup>166</sup>. Mais c'est dans le secteur sécuritaire que se jouent une grande partie des liens avec le Kremlin.

Depuis la guerre en Ukraine, le tournant vers l'Asie de la Russie a rapproché la coopération sécuritaire entre les deux pays. La Mongolie participe régulièrement à des exercices militaires avec son voisin russe. Le dernier en date, Selenga – 2019, s'est déroulé en territoire mongol du 15 au 24 août 2019, avec la présence d'environ 1 400 soldats selon le *Moscow Times*<sup>167</sup>. L'article décrit cet exercice comme étant le plus grand ayant eu lieu entre les deux pays, renforçant les liens sécuritaires entre Moscou et Oulan-Bator. Au menu : chars, hélicoptères de combat et drones. Cet exercice annuel est le 11<sup>ème</sup> en date.

C'est avec la participation d'Oulan-Bator à Vostok – 2018 avec Pékin et Moscou que s'est concrétisée la coopération militaire entre la Russie et la Mongolie. Vostok est l'équivalent oriental de Zapad. Cependant, les proportions ne sont pas comparables. L'exercice s'est fait avec plus de 300 000 hommes provenant des trois pays, soit le plus grand exercice militaire de l'histoire moderne de la Russie<sup>168</sup>. En équipement militaire utilisés, on ne dénombre pas moins de 1 000 avions de combats et 36 chars et blindés. Cette participation définit un rôle primordial pour la Mongolie dans la stratégie sécuritaire régionale de la Russie.

Ajoutons aussi deux événements. Tout d'abord, la visite en octobre 2018 du Ministre de la défense russe Sergueï Shoïgou à Oulan-Bator. Cette dernière a renforcé la coopération militaire entre les deux pays, signant au niveau ministériel des accords de défense. L'article « *Russia Gets New Ally as Shoigu Pays Visit to Mongolia* »<sup>169</sup> publié par la Warsaw Institute mentionne dans les accords signés l'éducation militaire de soldats mongols en Russie, des partenariats militaires et la planification d'exercices militaires réguliers entre les deux pays.

Nous pouvons aussi mentionner la visite officielle de Vladimir Poutine en Russie en septembre 2019<sup>170</sup>. Un accord historique d'amitié et de collaboration a été signé entre les deux pays à

---

<sup>166</sup> « Economic cooperation between Mongolia and the EAEU should develop », *Eurasian Economic Commission*, 30 novembre 2017. Accessible sur : <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/30-11-2017.aspx>

<sup>167</sup> « Russia Stages Large-Scale Military Exercises With Mongolia », *The Moscow Times*, 29 août 2019. Accessible sur : <https://www.themoscowtimes.com/2019/08/29/russia-stages-large-scale-military-exercises-with-mongolia-a67080>

<sup>168</sup> Alain Barluet, « Avec «Vostok 2018», l'armée russe affiche ses ambitions militaires », *Le Figaro*, 14 septembre 2018. Accessible sur : <http://www.lefigaro.fr/international/2018/09/14/01003-20180914ARTFIG00127-avec-vostok-2018-l-armee-russe-affiche-ses-ambitions-militaires.php>

<sup>169</sup> « Russia Gets New Ally as Shoigu Pays Visit to Mongolia », Warsaw Institute, 28 octobre 2018. Accessible sur : <https://warsawinstitute.org/russia-gets-new-ally-shoigu-pays-visit-mongolia/>

<sup>170</sup> « Press review: Putin signs landmark deal with Mongolia and what's Macron offering Iran », *TASS*, 4 septembre 2019. Accessible sur : <https://tass.com/pressreview/1076327>

l'occasion de cette visite. Développé à partir d'un accord similaire signé en 1993, il marque une relance des relations entre Oulan-Bator et Moscou.

La Mongolie, voisine de la Russie, peut donc être aujourd'hui perçue comme une extension de l'« étranger proche ». Ses activités militaires et son rapprochement continu avec Moscou ces dernières années en sont la preuve.

### ***L'Iran***

L'Iran partage aujourd'hui des liens étroits avec la Russie. Ce pays du Moyen-Orient, méridional à l'espace postsoviétique et se géolocalisant entre la rive sud de la Caspienne et le Golfe persique est un acteur stratégique régional majeur.

Téhéran est aussi la cible des accusations d'ingérences régionales par les États-Unis et leurs alliés, particulièrement Israël et l'Arabie saoudite. De véritables conflits par procuration sont répandus dans la région, manifestant l'existence d'une « guerre froide » régionale entre Riyad et Téhéran<sup>171</sup> : la guerre en Syrie et au Yémen sont les plus connus et les plus meurtriers. Avec un poids territorial, énergétique et démographique, l'Iran demeure un acteur de taille malgré des sanctions internationales. Il se différencie de ses voisins par son identité perse et son adhésion officielle à l'islam chiite.

Les relations avec la Russie se déclinent en différents points. Tout d'abord, le rapprochement diplomatique entre les deux pays permet de contrebalancer les ambitions arabo-occidentales dans la région. Moscou a de plus été le principal constructeur de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr<sup>172</sup>, qui est aujourd'hui au cœur du différend international sur le programme nucléaire de Téhéran. La crainte de voir l'Iran enrichir son uranium pour développer des armes de destruction massive a été utilisée comme justificatif pour l'application de rigides sanctions économiques. Ces dernières ont été rétablies après la sortie unilatérale des États-Unis de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (dont la Russie était garante)<sup>173</sup>.

---

<sup>171</sup> Jonathan Marcus, « Why Saudi Arabia and Iran are bitter rivals », *BBC*, 18 novembre 2017. Accessible sur : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42008809>

<sup>172</sup> « L'Iran annonce que la centrale nucléaire de Bouchehr est reliée à son réseau électrique », *Le Monde*, 4 septembre 2011. Accessible sur : [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/09/04/l-iran-annonce-que-la-centrale-nucleaire-de-bouchehr-est-reliee-a-son-reseau-electrique\\_1567564\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/09/04/l-iran-annonce-que-la-centrale-nucleaire-de-bouchehr-est-reliee-a-son-reseau-electrique_1567564_3218.html)

<sup>173</sup> « Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », *Le Monde*, 8 mai 2018. Accessible sur : [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien\\_5296297\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/05/08/donald-trump-annonce-le-retrait-des-etats-unis-de-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5296297_3222.html)

Moscou demeure un partenaire économique de taille et la coopération sécuritaire entre les deux pays est grande. L'Iran demeure un acteur clé du processus de résolution du conflit syrien de Noursoultan (processus d'Astana) avec la Turquie.

Pourquoi donc parler d'une extension de l'« étranger proche » en Iran ? La situation régionale a conduit à un accroissement des relations sécuritaires entre les deux pays. En 2007 déjà, l'Iran avait fait connaître sa volonté d'intégrer l'OTSC, une première pour un pays n'étant pas issu de l'ex-URSS<sup>174</sup>. De plus, l'armement russe est le choix préférentiel des forces militaires iraniennes. Par exemple, en 2017, Téhéran avait commandé des armes russes pour une valeur de 9,3 milliards d'euros. Parmi elles, des systèmes de défense sol-air S-300, différents avions de combat et des chars d'assaut type T-90. Le marché de l'armement iranien est donc lui aussi un grand foyer d'influence russe au Moyen-Orient.

Téhéran participe aussi régulièrement à des exercices militaires conjoints avec Moscou. En août 2019, les deux pays ont décidé d'entretenir des exercices militaires navals dans l'Océan indien<sup>175</sup> et le détroit d'Ormuz, malgré le contexte de tensions régionales. Ce détroit, contrôlé par l'Iran, est une source de tensions majeure de par son avantage stratégique : c'est par lui que passent une bonne partie des exportations de pétrole régionales. L'Iran a aussi été un acteur clé dans la création du traité sur la mer Caspienne, la faisant directement entrer dans une sphère géopolitique issue de l'« étranger proche ».

Avec sa proximité géographique, ses liens étroits avec Moscou et ses intérêts stratégiques régionaux, l'on peut avancer que l'Iran fait partie d'une potentielle expansion de la définition de l'« étranger proche ». Le développement de la situation régionale fournira plus de réponses.

---

<sup>174</sup> « Russia: CSTO Would Consider Iran », *Stratfor*, 14 mai 2007. Accessible sur : <https://worldview.stratfor.com/situation-report/russia-csto-would-consider-iran>

<sup>175</sup> Mark Episkopos, « Iran and Russia: Getting Ready to Hold Joint-Naval Drills in the Strait of Hormuz? », *The National Interest*, 6 août 2019. Accessible sur : <https://nationalinterest.org/blog/buzz/iran-and-russia-getting-ready-hold-joint-naval-drills-strait-hormuz-71661>

## Conclusion

La guerre en Ukraine a été un réel tournant dans la politique de sécurité de la Russie dans son « étranger proche ». Le sentiment de méfiance généralisée dans les pays de l'ex-URSS vis-à-vis de la Russie s'est même manifesté dans les pays les plus proches de Moscou tels que le Kazakhstan et la Biélorussie, qui cherchent de plus en plus à exercer une politique internationale indépendante.

Par ailleurs, l'avancée orientale de l'Union européenne mais surtout de l'OTAN, a eu une grande popularité auprès des pays de l'espace postsoviétique tels que la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine. Ces pays ayant tous des régions séparatistes sur leur territoire s'alignent donc officiellement du côté occidental, faisant perdre à la Russie son influence dans la région et avançant les menaces sécuritaires otaniennes à ses frontières.

De plus, la percée de nouveaux acteurs dans la partie asiatique et caucasienne de l'ex-URSS voit la présence russe perdre de son ampleur avec la venue de géants régionaux tels que la Chine. Cette perte d'influence a aussi eu des répercussions dans le secteur sécuritaire (cf. la base secrète chinoise au Tadjikistan).

Cependant, ce tournant est à nuancer. En effet, la Russie dispose toujours d'atouts considérables dans cet espace géostratégique qu'est son « étranger proche ». La première limite au tournant abordé est la plus grande intégration eurasiatique. Se faisant à différents niveaux, le sécuritaire est indispensable pour le fonctionnement d'une coopération ou d'une intégration économique. Par conséquent, la Russie a intégré l'Organisation du traité de sécurité collective, regroupant plusieurs ex-pays soviétiques dans le but de créer une alliance militaire. Elle a aussi intégré l'Organisation de coopération de Shanghai (en partenariat avec la Chine), la plus grande organisation eurasiatique, visant à sécuriser les frontières des États membres. Cette dernière vise aussi à lutter contre le trafic illicite, l'intégrisme et le terrorisme, des menaces toujours d'actualité.

La Russie a aussi tenté depuis la guerre en Ukraine de renforcer son influence sécuritaire, renouant des liens avec l'Ouzbékistan qui était longtemps hostile à ses ambitions. De plus, le marché de l'armement demeure une source solide d'influence sécuritaire russe dans l'espace postsoviétique, s'élevant à des dizaines de milliards de dollars et permettant de maintenir des systèmes de défense intégrés avec ses alliés. La résolution des différends en mer Caspienne a permis à la Russie d'étendre son influence régionale contre de potentielles ambitions otaniennes

ou chinoises. L'accès de sa flottille sur l'ensemble de la zone est un triomphe indiscutable de sa politique de sécurité.

Le positionnement russe par rapport aux zones séparatistes de l'ex-URSS est aussi un levier afin de combattre l'extension de l'OTAN et de maintenir un rôle dans les affaires des pays concernés.

Enfin, il est possible d'affirmer que l'« étranger proche » peut être en expansion, notamment vers des pays limitrophes proches de Moscou : la Serbie en Europe, l'un des pays les plus proches de la Russie ; la Mongolie en Asie, renforçant ses liens sécuritaires avec son voisin russe ; et l'Iran, un puissant partenaire de la Russie au Moyen-Orient. Tous ces pays entretiennent des liens politiques et sécuritaires grandissants avec Moscou.

Il convient de mentionner que les élections au Kazakhstan<sup>176</sup> et en Ukraine<sup>177</sup> sont un signe de changement régional. Il faudra attendre que la situation se développe davantage afin d'estimer l'étendue de ce dernier par rapport à la politique de sécurité russe.

L'espace postsoviétique demeure une zone vitale pour les intérêts sécuritaires de la Russie. Le développement du conflit ukrainien sera donc crucial pour Moscou et ses ambitions régionales. Avec l'élection de Volodymyr Zelensky au pouvoir à Kiev en mars 2019, les relations russo-ukrainiennes pourraient s'adoucir. En effet, le sommet du format « Normandie » du 9 décembre 2019 à Paris<sup>178</sup> a permis aux présidents russe et ukrainien de se rencontrer pour la première fois et de poursuivre les négociations de paix. Malgré une opposition ukrainienne virulente, un échange de prisonniers concernant 200 individus<sup>179</sup> s'est concrétisé le 29 décembre de la même année entre Kiev et les républiques autoproclamées du Donbass, conformément aux objectifs du sommet. Ce geste fort permet donc à l'Ukraine de prouver sa volonté de trouver une issue pacifique au conflit, un revirement par rapport à la politique plus belliqueuse de Porochenko.

---

<sup>176</sup> En juin 2017, le Kazakhstan a élu son second Président, Kassim-Jomart Tokaïev.

<sup>177</sup> Avec un discours politique plus modéré que Petro Porochenko, Volodymyr Zelensky, un acteur, remporta les élections présidentielles en Ukraine avec 75% des voix.

<sup>178</sup> « Sommet de Paris en format « Normandie » », *Site officiel de l'Élysée*, 9 décembre 2019. Accessible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/12/09/sommet-de-paris-en-format-normandie>

<sup>179</sup> Benoît Vitkine, « Nouvel échange de prisonniers entre Kiev et les séparatistes du Donbass », *Le Monde*, 29 décembre 2019. Accessible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/29/nouvel-echange-de-prisonniers-entre-kiev-et-les-separatistes-du-donbass\\_6024334\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/29/nouvel-echange-de-prisonniers-entre-kiev-et-les-separatistes-du-donbass_6024334_3210.html)

Enfin, la démission de Dmitri Medvedev du gouvernement russe en janvier 2020 et la réforme constitutionnelle en découlant<sup>180</sup> pourraient ouvrir la voie à un changement de la classe dirigeante en Russie. Ceci pourrait permettre de relancer un nouvel élan tant en interne qu'à l'international. S'il est possible de recréer un sentiment de stabilité régionale, ceci arrangerait les deux parties et aiderait les ambitions russes en ex-URSS. Après tout, n'est-ce pas Vladimir Poutine lui-même qui a dit en 2005 que « la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier.

---

<sup>180</sup> « Démission du Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, et de son gouvernement », Le Monde, 15 janvier 2020. Accessible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles\\_6025964\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles_6025964_3210.html)

## Bibliographie

### Articles de presse/en ligne

- « "Special treat": Serbia to receive new weapons from Russia », *B92*, 7 mai 2019.
- « 20th anniversary of Declaration on Eternal Friendship and Alliance between Kazakhstan and Russia », *Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan*, 9 juillet 2018.
- « Afghan and Serbian parliaments acquire observer status at CSTO PA », *Kazinform*, 12 avril 2013.
- « Armenia Joins Russia-Led Eurasian Economic Union », *The Moscow Times*, 2 janvier 2015.
- « Armenia protest leader Pashinyan wins PM vote », *BBC*, 8 mai 2018.
- « Background », *Border Management Programme in Central Asia*, 2015.
- « Belarus does not need Russian military base, can defend nation alone, president says », *TASS*, 6 novembre 2018.
- « Central Asia May Host New Russian Military Base », *Warsaw Institute*, 6 février 2019.
- « Central Asian investments in Turkey soar 341 pct in Q1 », *Daily Sabah*, 29 avril 2019.
- « Contract between Russia and Moldova on friendship and cooperation », *CEI*, 19 novembre 2001.
- « Création de "l'Union économique eurasiatique" », *Le Figaro*, 29 mai 2014.
- « CSTO military exercises completed in Kazakhstan », *Kabar*, 5 octobre 2018.
- « Declaration on eternal friendship, alliance and partnership between Kyrgyzstan and Russia », *Commonwealth of Independent States*, 27 juillet 2000.
- « Defense Industry » (Belarus), *Global Security*.
- « Démission du premier ministre russe, Dmitri Medvedev, et de son gouvernement », *Le Monde*, 15 janvier 2020.
- « Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien », *Le Monde*, 8 mai 2018.
- « Economic cooperation between Mongolia and the EAEU should develop », *Eurasian Economic Commission*, 30 novembre 2017.
- « Ethnic Russians in the Baltics », *Worldview, Stratfor*.
- « EU – Azerbaijan Relations, European Neighbourhood Policy And Enlargement Negotiations », *European Commission*, 2018
- « EU relations with Azerbaijan », *Conseil de l'Europe, Conseil de l'Union européenne*.
- « Eurasian Economic Union », *Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie*.
- « Georgia's tourism industry lost \$60 mln due to decline in Russian tourists in July », *TASS*, 12 août 2019.
- « Global arms industry: US companies dominate the Top 100; Russian arms industry moves to second place », *SIPRI*, 10 décembre 2018.
- « Groupe de Minsk - Réunion "3+2" sur le Haut-Karabagh », *Représentation permanente de la France auprès de l'OSCE*, 16 janvier 2019.
- « Importer / Exporter TIV Tables », *SIPRI*.
- « Kazakhstan », *CIA World Factbook*.
- « Kazakhstan denies it's in talks to send troops to Syria », *Reuters*, 23 juin 2017.

- « Kyrgyzstan receives military assistance from Russia », *Kabar*, 21 décembre 2017.
- « La Géorgie va rejoindre l'Otan (Stoltenberg) », *Le Figaro*, 25 mai 2019.
- « Les menaces terroristes en Asie centrale, réalité ou fiction ? », *Novastan*, 2 juin 2019.
- « Les portes de l'Union économique eurasiatique « sont ouvertes pour l'Ouzbékistan » », *Novastan*, 4 juin 2019.
- « L'Iran a commandé pour 9,3 milliards d'euros d'armes à la Russie », RT, 14 novembre 2016.
- « L'Iran annonce que la centrale nucléaire de Bouchehr est reliée à son réseau électrique », *Le Monde*, 4 septembre 2011.
- « L'Union européenne accepte d'étudier la candidature de la Serbie », *France 24*, 25 octobre 2010.
- « Membership Action Plan (MAP) », *North Atlantic Treaty Organization*, 18 février 2019.
- « OSCE Minsk Group », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*.
- « OSCE Mission to Moldova », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*.
- « Press review: Putin signs landmark deal with Mongolia and what's Macron offering Iran », *TASS*, 4 septembre 2019.
- « Prime Minister of Moldova calls for withdrawal of Russian troops from Transnistria », *TASS*, 18 février 2018.
- « Relations with Azerbaijan », *North Atlantic Treaty Organization*, 26 octobre 2018.
- « Russia Gets New Ally as Shoigu Pays Visit to Mongolia », *Warsaw Institute*, 28 octobre 2018.
- « Russia ready for joint arms manufacturing projects in Uzbekistan », *TASS*, 19 octobre 2018.
- « Russia Ships \$200M in Military Arms to Ally Armenia », *The Moscow Times*, 23 juillet 2018.
- « Russia Stages Large-Scale Military Exercises With Mongolia », *The Moscow Times*, 29 août 2019.
- « Russia: CSTO Would Consider Iran », *Stratfor*, 14 mai 2007.
- « S.2277 - Russian Aggression Prevention Act of 2014 », Congrès américain, 2014.
- « Secret services of Sweden and Estonia: Russia is the biggest threat », *Baltic Monitor, Warsaw Institute*, 24 mars 2019.
- « Serbia doesn't want to be part of NATO, Vucic says », *TASS*, 2 octobre 2018.
- « Serge Sarkissian démissionne après sa ruse "à la Poutine" qui a mis des milliers d'Arméniens dans la rue », *Huffington Post*, 23 avril 2018.
- « Slavic Brotherhood 2019 military exercise begins in Serbia », *TASS*, 15 juin 2019.
- « Sommet de Paris en format « Normandie » », *Site officiel de l'Élysée*, 9 décembre 2019.
- « The first EU-Central Asia Forum in Bishkek », *Delegation of the European Union to Uzbekistan*, 17 juillet 2019.
- « The OSCE in Central Asia: A New Strategy », *Crisis Group*, 11 septembre 2002.
- « The Treaty on the Eurasian Economic Union is effective », *Eurasian Economic Union*, 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- « Une base militaire chinoise secrète trouvée au Tadjikistan », *Novastan*, 19 février 2019.
- ÁLVAREZ LÓPEZ María et DAMEN Mario, « La politique européenne de voisinage », *Parlement européen*, avril 2019.

- BARLUET Alain, « Avec «Vostok 2018», l'armée russe affiche ses ambitions militaires », *Le Figaro*, 14 septembre 2018.
- BIREMON Marion, « Kirghizstan : l'ex-président Almazbek Atambaïev détenu, les affrontements entre partisans et policiers continuent », *Novastan*, 8 août 2019.
- BROWN Daniel, « The top 10 countries that bought Russia's most powerful weapons in 2017 », *Business Insider*, 6 octobre 2018.
- CARROLL Oliver, « Caspian Sea: After 22 years of wrangling, deal over oil and gas rich body of water reached – and it's good news for Russia », *The Independent*, 10 août 2018.
- DÉRENS Jean-Arnault, « Après la guerre froide... 1999, l'OTAN bombarde la Yougoslavie », *l'Humanité*, 22 Mars 2019
- DORMAN Veronika, « Géorgie : Tbilissi s'embrase », *Libération*, 21 juin 2019.
- ENGOIAN Alda, « Le Kazakhstan opte pour l'alphabet latin », *Courrier international*, 27 octobre 2017.
- EPISKOPOS Mark, « Iran and Russia: Getting Ready to Hold Joint-Naval Drills in the Strait of Hormuz? », *The National Interest*, 6 août 2019.
- FAROOQ Umar , « Central Asian migrants caught in Turkey's anti-terror raids », *Los Angeles Times*, 27 novembre 2017.
- GARIBOV Azad, « Why the OSCE Keeps Failing to Make Peace in Nagorno-Karabakh », *The National Interest*, 11 may 2016.
- GAUDIN Tiphaine, « Mer Caspienne : Signature d'une « constitution » pour la mer Caspienne », *Novastan*, 13 août 2018.
- GENTÉ Régis, « Une base chinoise dans le Haut-Badakhchan à la frontière pakistano-afghane? », *RFI*, 22 février 2019.
- GOBLE Paul, « Tajik Military Increasingly Part of Russian Army in All But Name », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, N° 84, *The Jamestown Foundation*, 6 juin 2019.
- HAIDARI Ashraf, « The SCO Can De-escalate India-Pakistan Tensions », *The Diplomat*, 1<sup>er</sup> mars 2019.
- HOFFMAN David, « Russian Parliament Approves Yugoslavia Joining Union With Belarus », *The Washington Post*, 17 avril 1999.
- KARZONOV Vladimir, « Armenia Orders Su-30, India Seeks Additional Kits », *Aviation International News*, 8 février 2019.
- KINGSLEY Patrick, « Moldova Had Two Governments. One Has Finally Resigned. », *The New York Times*, 14 juin 2019.
- LOUKACHENKO Alexandre, « President of the Republic of Belarus Alexander Lukashenko answers questions of mass media representatives on 23 March 2014 », *Site officiel de la Présidence biélorusse*, 23 mars 2014.
- MACKINNON Amy, « No Political Force in Georgia Can Be Pro-Russian and Win Elections », *Foreign Policy*, 28 juillet 2019.
- ORAZGALIYEVA Malika, « Kyrgyzstan Joins Eurasian Economic Union », *The Astana Times*, 14 mai 2015.
- MARCUS Jonathan, « Why Saudi Arabia and Iran are bitter rivals », *BBC*, 18 novembre 2017.
- MEDVEDEV Dmitri, « Medvedev's Statement on South Ossetia and Abkhazia », *The New York Times*, 26 août 2008.
- MILACIC Slavisha Batko, « Slavic Brotherhood 2019 », *Modern Diplomacy*, 20 juin 2019.
- NAZARBAÏEV Noursoultan, « Strategy "Kazakhstan-2050": new political course of the established state », 14 décembre 2012.

- O' CONNOR Tom, « India and Pakistan Will Soon Fight Together Even As They Kill Each Other in Kashmir », *Newsweek*, 22 août 2019.
- PILLALAMARRI Akhilesh, « The United States Just Closed Its Last Base in Central Asia », *The Diplomat*, 10 juin 2014.
- PINCHUK Denis et OSBORN Andrew, « New Armenian PM tells Putin he wants closer ties with Russia », *Reuters*, 14 mai 2018.
- PORTES Thierry, « La crise en Ukraine place la Serbie face à ses contradictions », *Le Figaro*, 18 mars 2014.
- POUTINE Vladimir, « Address by President of the Russian Federation », Kremlin, 18 mars 2014.
- SHIRIAEV Boris Anatolievich et DROBYSHEVA Tatiana Vladimirovna, « The Place and the Role of the Commonwealth of Unrecognized States in Today's International Relations on the Post-Soviet Area », *Administrative Consulting Journal*, 2016.
- SHIRINYAN Anahit, « For Armenia, an Alliance That May Be More Trouble Than It's Worth », *Chatham House*, 24 janvier 2017.
- SHRAIBMAN Artyom, « Belarus, the Tactical Peacemaker », *Carnegie Moscow Center*, 25 juin 2018.
- VITKINE Benoît, « Nouvel échange de prisonniers entre Kiev et les séparatistes du Donbass », *Le Monde*, 29 décembre 2019

### **Articles scientifiques**

- « Mandate of the Co-Chairmen of the Conference on Nagorno Karabakh under the auspices of the OSCE ("Minsk Conference") », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, 23 mars 1995.
- « OSCE Special Monitoring Mission (SMM) to Ukraine: The Facts », *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, décembre 2016.
- « Russian military presence in the Eastern Partnership countries », *Parlement européen*, juin 2016.
- « The wider implications of Zapad 2017 », *Strategic Comments*, vol. 24, N° 1, 2018.
- ABBASOV Namig et SIROKY David, « Joining the club: explaining alliance preferences in the South Caucasus », *Caucasus Survey*, vol. 6, N°3, 2018, pp. 252-267.
- ALLISON Roy, « Protective Integration and Security Policy Coordination: Comparing the SCO and CSTO », *The Chinese Journal of International Politics*, vol. 11, N° 3, 2018, pp. 297 – 338.
- BABAJIDE Nathaniel, « Energy Security and Economic Performance of the Caspian Region: How Vulnerable is the region to the falling oil price? », *Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy (CEPMLP)*, 2015.
- BALCı Bayram et LILES Thomas, « Turkey's Comeback to Central Asia », *Insight Turkey*, vol. 20, N°4, 2018, pp. 11-26.
- BATBAYAR Tsedendamba, « Geopolitics and Mongolia's Search for Post-Soviet Identity », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 43, N° 4, 2002, pp. 323 – 335.
- BERNIER Pilha, « Yevgeny Primakov's Operational Code and Russian Foreign Policy », University of Tampere – Faculty of Management, août 2018, p. 21.
- BOLONINA Aleksandra, « Security Dimensions of China's Presence in Central Asia », Asia Focus N°108, Asia Programme, *Institut des relations internationales et stratégiques*, 2019.
- BÜHLER Konrad G., « State Succession and Membership in International Organizations: Legal Theories Versus Political Pragmatism », *Legal Aspects of*

- International Organization Series*, Vol 38, Leyde : Martinus Nijhoff Publishers, 2001, pp. 161-164.
- CHANDLER Andrea, « *Какая Это Дружба /What Kind of Friendship Is This?* », *European Security*, vol. 27, N°2, 2018, pp. 201-223.
  - DE HAAS Marcel, « War Games of the Shanghai Cooperation Organization and the Collective Security Treaty Organization: Drills on the Move! », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 29, N° 3, 2016, pp. 378 – 406.
  - DELCOUR Laure, « 'You can lead a horse to water, but you can't make it drink': the EU's and Russia's intersecting conditionalities and domestic responses in Georgia and Moldova », *European Politics and Society*, vol. 19, N°4, 8 août 2018, pp. 490-505.
  - DELCOUR Laure, « Transformer le voisinage : jeux d'acteurs, production et mise en pratique de modèles européens de réformes dans le cadre du partenariat oriental », *Revue française d'administration publique*, N°161, *École nationale d'administration*, 2017.
  - DITTMER Lowell et YU Maochun, « Central Asia and China's security policy », *Routledge Handbook of Chinese Security*, 2015.
  - DUBIEN Arnaud, « Russie : l'éternel « retour de la puissance pauvre » ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 103, Armand Colin, 2016.
  - DUKE Simon et GEBHARD Carmen, « The EU and NATO's dilemmas with Russia and the prospects for deconfliction », *European Security*, vol. 26, N°3, 2017, pp. 379-397.
  - FREEMAN Carla P., « New strategies for an old rivalry? China–Russia relations in Central Asia after the energy boom », *The Pacific Review*, 2017.
  - HASHIMOVA Umida, « After Putin's Visit, Russia's Footprint in Uzbekistan Is Set to Grow », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 15, N° 149, *The Jamestown Foundation*, 22 octobre 2018.
  - HASHIMOVA Umida, « Uzbekistan Leans on Russia for New Military Equipment », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, N° 104, *The Jamestown Foundation*, 22 juillet 2019.
  - HILL William H., « Unrecognized Actors from Unrecognized States: Moscow's Puppets or Inevitable Interlocutors », *European Leadership Network*, novembre 2017.
  - KATCHANOVSKI Ivan, « The 'Snipers' Massacre' on the Maidan in Ukraine », *SSRN Electronic Journal*, 2015, p. 9.
  - KENNEDY Ryan, « The limits of soft balancing: the frozen conflict in Transnistria and the challenge to EU and NATO strategy », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, N°3, 2016, pp. 512-537.
  - KLEINE Margarete, « Russia's Military Policy in the Post-Soviet Space », *German Institute for International and Security Affairs*, 2019.
  - KOVAČEVIĆ Marko, « Understanding the marginality constellations of small states: Serbia, Croatia, and the crisis of EU–Russia relations », *Journal of Contemporary European Studies*, 2019.
  - KROPATCHEVA Elena, « Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions? », *Europe-Asia Studies*, vol. 68, N° 9, 2016, pp. 1525 – 1552.
  - KUZIO Taras, « Euromaidan revolution, Crimea and Russia–Ukraine war: why it is time for a review of Ukrainian–Russian studies », *Eurasian Geography and Economics*, 2019.
  - MATSABERIDZE David, « Russia vs. EU/US through Georgia and Ukraine », *The Quarterly Journal*, vol. 14, N°2, 2015, p. 80-81.

- MATVEEVA Anna, « Russia's Power Projection after the Ukraine Crisis », *Europe – Asia Studies*, 27 juin 2018.
- MIR ISMAIL Alman, « Why the Sharp Downturn in Russian-Azerbaijani Relations? », *CACI Analyst*, 14 juillet 2017.
- POPESCU Nicu, « Les succès et les échecs du Partenariat oriental : dépasser les idées reçues », *Les Champs de Mars*, N°29, *Presses de Sciences Po*, 2017, pp. 181-193.
- REZVANI Babak, « Political Stability, Transition and Conflict » *Middle Eastern Studies*, 2018.
- SHEA Jamie, « NATO: the challenges ahead », *Global Affairs*, vol. 1, N°2, 2015, pp. 121-128.
- SHIRIYEV Zaur, « Azerbaijan's Relations with Russia - Closer by Default? », *Chatham House*, Mars 2019.
- STOJKOVIĆ Dejan & GLIŠIĆ Miroslav, « Serbia's Military Neutrality: Is It Economically Beneficial? », *Defense and Peace Economics*, 2018.
- SUN Degang et ELMAHLY Hend, « NATO vs. SCO: A Comparative Study of Outside Powers' Military Presence in Central Asia and the Gulf », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 12, N° 4, février 2018, pp. 438 – 456.
- SUSSEX Matthew, « The triumph of Russian national security policy? Russia's rapid rebound », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 71, N° 5, 2017.
- VALIYEV Anar et MAMISHOVA Narmina, « Azerbaijan's Foreign Policy towards Russia since Independence », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2019.
- VIEIRA Alena , « The Politico-Military Alliance of Russia and Belarus: Re-Examining the Role of NATO and the EU in Light of the Intra-Alliance Security Dilemma », *Europe-Asia Studies*, vol. 66, N° 4, 2014, pp. 557 – 577.
- VIEIRA Alena et VASILYAN Syuzanna, « Armenia and Belarus: caught between the EU's and Russia's conditionalities? », *European Politics and Society*, vol. 19, N°4, 8 août 2018.
- ŽULYS Andrius, « Towards a Union State of Russia and Belarus », *Lithuanian Foreign Policy Review*, N° 15-16, *Foreign Policy Research Center*, 2005, pp. 148-169 .

## **Entretien**

- CHIKVAIDZE Davit, diplomate et chercheur géorgien, 17 août 2019.